

OUTRE-MER

grandeur Nature

OcéIndia

L'E-MAG ULTRAMARIN DE L'ENVIRONNEMENT

n°32



ÉDITO | **ALLAIN BOUGRAIN DUBOURG**, PRÉSIDENT DE LA LPO
TAAF | ENTRE SCIENCE ET SOUVERAINETÉ, LE REGARD DU PRÉFET
NOUVELLE-CALÉDONIE | LA TRANSITION ALIMENTAIRE AVANCE

UNE

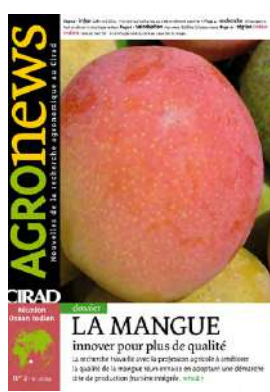
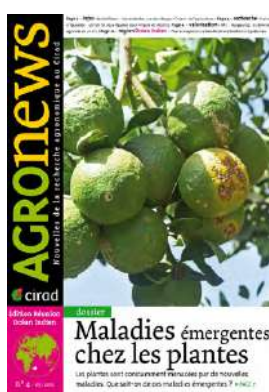
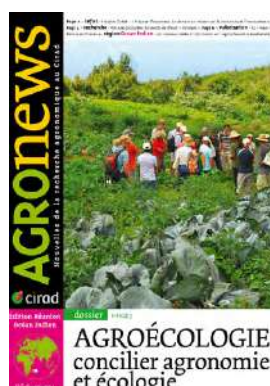
GUYANE | REPORTAGE DANS LA STATION SCIENTIFIQUE DES NOURAGUES

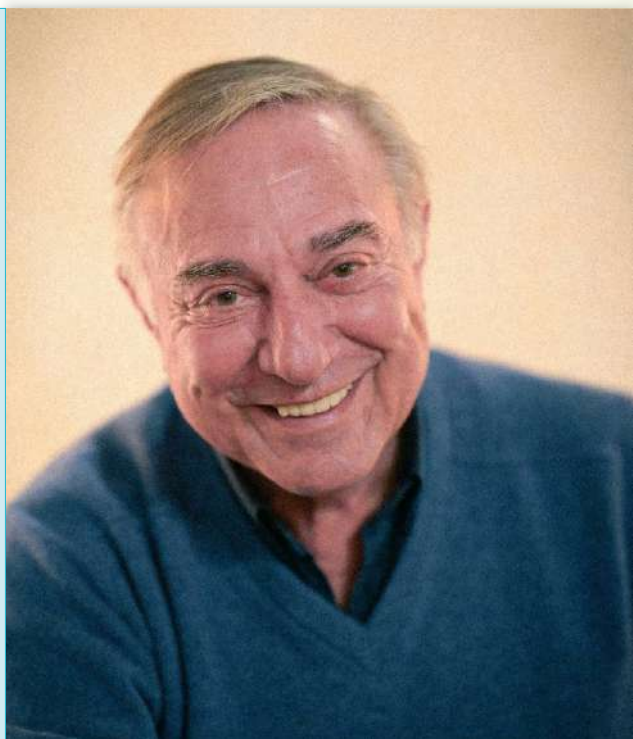
SOMMAIRE

3 éditio
6 actu outre-mer
12 Saint-Pierre-et-Miquelon
16 Saint-Barthélemy
18 Saint-Martin

22 Martinique
26 Guadeloupe
34 Guyane
42 Île de La Réunion
52 Mayotte

60 TAAF
64 Polynésie française
70 Nouvelle-Calédonie
76 Wallis-et-Futuna
78 Clipperton





ÉDITO

PAR ALLAIN BOUGRAIN DUBOURG
PRÉSIDENT DE LA LPO (LIGUE POUR
LA PROTECTION DES OISEAUX)

L'AVIFAUNE D'OUTRE-MER : NOUS AVONS LA RESPONSABILITÉ D'AGIR

Il est des territoires qui disent beaucoup de nous. L'outre-mer français en fait partie. Par la richesse exceptionnelle de sa biodiversité, par sa fragilité, par l'immensité de ses espaces, mais aussi par la responsabilité qu'il confère à notre pays. Prendre la plume pour cet éditorial d'OUTRE-MER grandeur Nature est un honneur, mais aussi un devoir.

Avec plus de 10 millions de km², la France possède en effet le deuxième plus vaste domaine maritime du monde. Les espaces maritimes ultramarins représentent près de 97% de cet ensemble, dont presque la moitié se situe en Polynésie française.

Depuis plus de 15 ans, la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) s'engage, aux côtés de ses partenaires locaux, pour préserver les oiseaux menacés dans les territoires ultramarins français.

Ensemble, nous avons pu agir concrètement pour protéger des espèces emblématiques comme le coq-de-roche, le héron agami, le tuit-tuit ou encore le crabier blanc. On ne peut que se réjouir de ces succès, mais ils restent fragiles.

Les données scientifiques sont alarmantes. Près de 82% des espèces d'oiseaux françaises se trouvent en outre-mer et 50 à 70% d'entre elles sont aujourd'hui menacées, voire en danger d'extinction. Dans les Terres australes françaises – archipel Crozet, îles Saint-Paul et Amsterdam, archipel Kerguelen – plus de 50 millions d'oiseaux marins, la plus forte concentration d'oiseaux de la planète, sont aujourd'hui menacés par le réchauffement climatique, la surpêche et diverses pollutions...

La France ne peut détourner le regard face à cette situation. Elle porte une responsabilité majeure dans la préservation d'un patrimoine naturel d'importance mondiale. Et le temps presse.

DES ESPÈCES UNIQUES AU MONDE À PRÉSERVER

Le Pacifique abrite à lui seul une part considérable de la richesse ornithologique ultramarine française. Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, atoll de Clipperton : ces zones concentrent près de 90% des oiseaux endémiques de notre pays. Il s'agit d'espèces qui se reproduisent uniquement sur ces îles !

En Polynésie française, on recense environ 60 espèces d'oiseaux que l'on ne trouve nulle part ailleurs, dont la plupart ne comptent plus que quelques centaines d'individus. Des populations fragiles, souvent isolées, et particulièrement vulnérables aux pressions environnementales.

Et puis il y a Clipperton. Un point minuscule perdu dans l'immensité du Pacifique nord, à plus d'un millier de kilomètres des côtes mexicaines. Un territoire méconnu, presque oublié et pourtant essentiel. Cet atoll abrite le plus grand site mondial de reproduction du fou masqué, avec un peu plus de 35 000 couples. Mais là aussi, les équilibres sont précaires. C'est pourquoi la LPO a mené, fin 2025, une mission scientifique sur place pour poser les bases d'un ambitieux projet de restauration écologique.



Colonie de fous masqués photographiée en novembre 2025 à Clipperton, lors de la mission scientifique organisée par la Ligue pour la Protection des Oiseaux. L'atoll héberge 35 400 couples, soit la plus grande colonie au monde de l'espèce. © Romain Beaubert / LPO

LIFE OVERSEAS : SAUVER 15 ESPÈCES MENACÉES

2026 marque une étape décisive avec le lancement du projet LIFE OVERSEAS. Coordonné par la LPO avec des partenaires engagés comme Bird Conservation New Caledonia et la Société d'Ornithologie de Polynésie, ce projet a pour objectif d'améliorer durablement l'état de conservation de 15 espèces menacées. Quatre territoires sont concernés : la Guyane, La Réunion, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française.

Le programme cible notamment les oiseaux marins nicheurs – pétrel de Gould, pétrel de Barau, pétrel noir de Bourbon, océanite à gorge blanche – mais également les limicoles migrateurs, dont certains ont vu leurs effectifs chuter de près de 80 % en un demi-siècle. Un effondrement vertigineux. Les espèces spécifiques à ces territoires sont elles aussi au cœur de notre action. Busard de Maillard, gallicolombe, monarque des Marquises : pour certaines, il ne reste que quelques centaines de couples. Sur le terrain, les actions se veulent à la mesure de l'urgence : lutte contre les espèces exotiques envahissantes, restauration des habitats, réduction des pressions humaines. En Guyane, par exemple, la réhabilitation du polder Sarcelle permettra d'accueillir à nouveau des centaines de milliers de limicoles migrateurs sur 270 hectares.

NE PLUS ATTENDRE

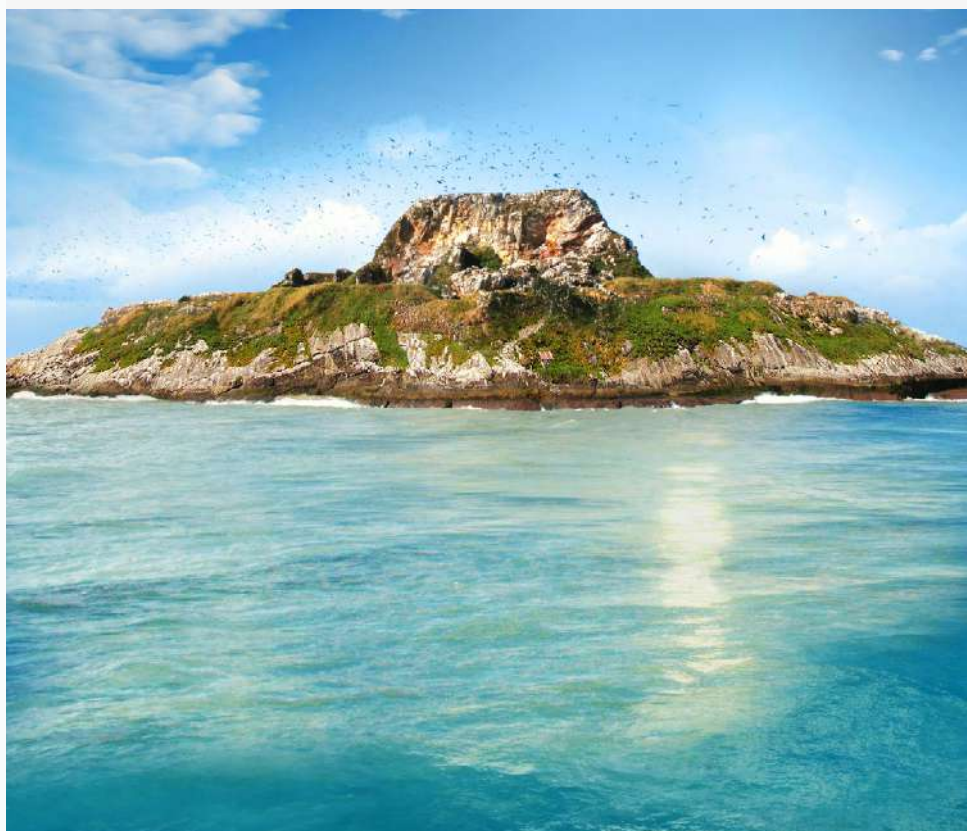
Les oiseaux d'outre-mer nous alertent sur l'état des milieux naturels dont ils dépendent et dont nous dépendons aussi. Lorsqu'une espèce disparaît ou décline fortement, c'est souvent le signe d'un déséquilibre plus profond. La LPO, avec ses partenaires, continuera d'agir. Elle tient d'ailleurs à remercier sincèrement l'ensemble de ses partenaires financiers, sans qui ces projets ambitieux n'auraient pu voir le jour : la Commission européenne, l'Office français de la biodiversité, le ministère de la Transition écologique, le ministère de l'Intérieur, le ministère des Outre-mer, le ministère des Armées, Birdlife International, la Région Réunion, la Collectivité territoriale de Guyane, la CDC Biodiversité, EDF et le Gouvernement de la Polynésie française.

Mais l'ampleur des enjeux dépasse les seules organisations de protection de la nature. Elle appelle une mobilisation collective des pouvoirs publics, des collectivités, des citoyens... La préservation de la nature est l'affaire de tous.

Allain Bougrain Dubourg



Ci-dessus : dans le cadre du programme LIFE OVERSEAS, le Conservatoire du littoral aura en charge en Guyane la restauration d'une partie du polder Sarcelle (anciennes rizières de Mana), afin d'y rétablir des habitats favorables à l'accueil de l'avifaune. Le GEPOG assurera notamment le suivi des effets de cette restauration sur les populations de limicoles © Olivier Claessens / GEPOG



Le busard de Maillard, ou papangue, est le seul rapace endémique de La Réunion. © Gilles Adt | Également en danger d'extinction, l'océanite à gorge blanche fait partie des oiseaux ciblés par le programme LIFE OVERSEAS. © Yann Musika. | Ci-dessus : à Régina, en Guyane, la Réserve naturelle nationale de l'île du Grand-Connétable héberge l'unique site de reproduction d'oiseaux marins entre les fleuves de l'Amazone et de l'Orénoque, soit sur environ 2000 kilomètres de côtes. © GEPOG

ACTU OUTRE-MER

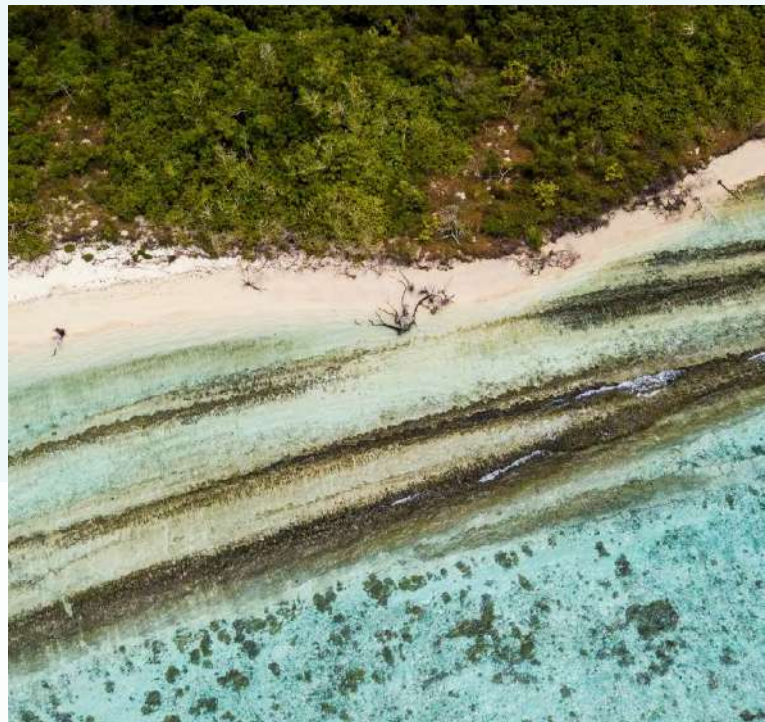


LES NUITS DES FORÊTS, LE FESTIVAL QUI MOBILISE SUR LES ENJEUX FORESTIERS

Du 5 au 21 juin, cet événement s'est déployé pour sa septième édition dans plus de 250 espaces forestiers partout en France métropolitaine, d'outre-mer et à l'international. « *Pensées comme une invitation à (re)découvrir la forêt proche de chez soi, les Nuits des Forêts œuvrent à sensibiliser les citoyens à l'importance des forêts* », indiquent les organisateurs. Le festival permet au public de rencontrer de nombreux acteurs qui contribuent à entretenir et protéger ces écosystèmes, mais également « *de se reconnecter à la nature de manière sensible à l'occasion de spectacles, expositions d'œuvres et autres expériences atypiques et immersives, de jour comme de nuit* ».

En outre-mer, plusieurs rendez-vous ont eu lieu cette année : une soirée de jeux de société sur les forêts tropicales dans la réserve naturelle des Nouragues en Guyane ; une immersion botanique et sensorielle dans la forêt des Hauts de Mont Vert à La Réunion, une marche nocturne agrémentée de récits à la Baie des Tortues, en Nouvelle-Calédonie...

+ d'info ici : <https://nuitsdesforets.com/>



LES POLLUTIONS EN OUTRE-MER CIBLÉES PAR SIX CONSORTIUMS DE RECHERCHE

L'IRD, Institut de recherche pour le développement, pilote aux côtés du CNRS et du Cirad, un ambitieux projet visant à mieux connaître et combattre les pollutions agricoles, minières et urbaines affectant les territoires français ultramarins. Six consortiums de recherche ancrés dans les universités et institutions des outre-mer tropicaux vont proposer des projets spécifiques, afin que chaque territoire puisse répondre à ses enjeux locaux avec ses propres chercheurs. « *Les consortiums ont déjà rédigé des notes d'intention, on attend les projets complets pour le 15 septembre. Ils seront analysés par un jury international et évalués puis, je l'espère, financés* », annonce Alexandre Ganachaud, directeur de recherche et océanographe à l'IRD. Une enveloppe de 15 millions d'euros va ainsi être subdivisée en plusieurs appels à projets.

Trois axes de travail sont prévus. « *Il s'agira de comprendre les fragilités spécifiques à chaque territoire face aux pressions génératrices de pollutions. Le programme s'intéressera aussi à la propagation de ces pollutions, des plantations agricoles, jusqu'aux rivières et socioécosystèmes par exemple. Enfin, à partir de ces connaissances, le but sera d'identifier et promouvoir des solutions, d'adapter les usages. Cette troisième phase, essentielle, est prévue dès le début de ce projet transdisciplinaire, pour que les connaissances acquises puissent profiter directement et rapidement à la société* ».



LA TECHNOLOGIE MELTA®, RÉVOLUTION DU RECYCLAGE EN OUTRE-MER ?

« Des déchets aux ressources : quelles solutions pour les outre-mer face aux contraintes insulaires ? », tel était le titre du webinaire du 16 juin d'Interco' Outre-mer. L'association qui fédère les intercommunalités ultramarines souligne en effet que « *les contraintes logistiques, foncières, climatiques et réglementaires des outre-mer nécessitent des approches spécifiques, flexibles et économiquement viables* ».

Parmi les intervenants, Yannick Fleret a fait connaître l'entreprise française Monomeris Chemicals, fondée en 2019 et dont il est le directeur Projet Outre-mer : « *Nous développons des solutions modulaires permettant de convertir tous types de plastiques en énergie et, à terme, en matières premières primaires réutilisables, contribuant ainsi à une véritable économie circulaire locale.* » Monomeris Chemicals a ainsi mis au point une technologie innovante dite de « dépolymérisation ionique », un procédé de recyclage avancé, capable de transformer les déchets plastiques en gaz à haute valeur ajoutée ayant potentiellement de multiples utilisations. Chaque unité, la Melta®, se déploie dans un container dimensionné pour les volumes locaux, avec une capacité de traitement de 1 000 à 6 000 tonnes de déchets. « *Trier, décarboner et transformer sont les principales missions de Monomeris, qui se met au service des outre-mer, où nous souhaitons apporter, en partenariat avec les acteurs locaux, une réponse vertueuse pour l'environnement* », ajoute Yannick Fleret.

+ d'info ici : <https://monomeris-chemicals.com/>
Présentation synthétique



HYDROCARBURES EN OUTRE-MER : LA PROPOSITION DE LOI REJETÉE

Une proposition de loi visant à réautoriser dans les outre-mer la recherche, l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures, activités interdites depuis la « loi Hulot » du 30 décembre 2017, a été examinée par l'Assemblée nationale le 11 juin. Plusieurs élus ultramarins ont en effet souhaité lever cette interdiction, pour permettre aux territoires, en particulier la Guyane, de bénéficier du droit de connaître et exploiter ses ressources, comme ses voisins. « *TotalEnergies prévoit d'investir 10 milliards de dollars au Suriname, avec 6 000 emplois à la clé¹* », compare le sénateur guyanais Georges Patient qui a déposé cette proposition de loi, soutenue par les élus de Guyane et adoptée à une très large majorité par le Sénat le 29 janvier 2026.

Entre d'un côté, la question des enjeux de développement économique et, de l'autre, celle des impératifs écologiques, ce texte a provoqué de vifs débats dans l'hémicycle avant d'être rejeté par les députés le 11 juin. « *Vous n'avez pas à décider, pour nous, de notre trajectoire de développement* », s'est insurgé Jean-Victor Castor, député de Guyane et rapporteur du texte. Selon Roland Lescure, ministre de l'Économie et des Finances, « *Soyons réalistes, le pétrole n'est pas la solution au développement économique en outre-mer. [...] L'enjeu dans les territoires ultramarins* » est plutôt « *de développer une offre électrique décarbonée, passant notamment par les énergies renouvelables, avec le photovoltaïque en Guyane* », a-t-il, par exemple, déclaré.

¹ Source : <https://www.revueconflits.com/la-guyane-et-les-hydrocarbures-entretien-avec-georges-patient/>

OUTRE-MER grandeur Nature

LE CAHIER
OMGN

ACCOMPAGNER LES ACTEURS DE LA BIODIVERSITÉ DES OUTRE-MER FRANÇAIS

L'OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ ŒUVRE ACTIVEMENT DANS LES OUTRE-MER, QUI CONCENTRENT ENVIRON 80 % DE LA BIODIVERSITÉ NATIONALE ET DONC DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX MAJEURS. CHAQUE ANNÉE, L'OFB DÉPLOIE PLUSIEURS DISPOSITIFS DE SOUTIEN FINANCIER ACCESSIBLES AUX TERRITOIRES ULTRAMARINS.

Établissement public dédié à la protection et la restauration de la biodiversité en France, l'OFB dispose d'une direction des Outre-mer composée de cinq délégations territoriales implantées dans les territoires : Antilles, Guyane, océan Indien, Polynésie française ainsi que Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna. Les Parcs naturels marins de Mayotte et de Martinique, ainsi que le Sanctuaire Agoa consacré dans les Antilles françaises à la protection des mammifères marins, sont également intégrés à l'OFB.

L'OFB a pour mission de donner aux acteurs économiques et aux territoires l'envie d'agir en faveur de la biodiversité, de les mobiliser et de créer les conditions du changement nécessaire pour y parvenir. Il s'agit pour l'OFB de jouer un rôle de « cœur » de réseaux, en suscitant les partenariats, en soutenant et en accompagnant les porteurs de projets localement. Tous les ans, l'OFB déploie un certain nombre d'appels à projets (AAP) dans les outre-mer.

MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ

Ces deux appels à projets nationaux lancés chaque année par l'OFB permettent de déployer des outils de mobilisation des territoires et d'éducation à l'environnement :

- **ATLAS DE LA BIODIVERSITÉ COMMUNALE**

Cette démarche, généralement initiée au niveau communal ou intercommunal, vise à acquérir et partager une meilleure connaissance de la biodiversité du territoire concerné. Un ABC permet de cartographier les enjeux de biodiversité locale. Cet outil constitue une aide à la décision pour les collectivités, afin de préserver et valoriser leur patrimoine naturel et de mobiliser l'ensemble des acteurs locaux – citoyens, entreprises, scolaires, élus, etc. – autour de ces enjeux.

- **AIRES ÉDUCATIVES**

Une aire éducative est un petit territoire naturel géré de manière participative par les élèves d'une école ou d'un collège. Encadrés par leurs enseignants et une structure référente d'éducation à l'environnement, les élèves se réunissent sous la forme d'un « conseil des enfants » et prennent toutes les décisions concernant leur aire éducative. Ce concept génère un fort engouement, qui se concrétise par un foisonnement de projets. Ces derniers peuvent être portés en outre-mer, hors Polynésie française et province Sud de la Nouvelle-Calédonie, qui ont leur propre dispositif et leur propre gouvernance.



Les enfants de Saint-Martin main dans la main pour mettre à l'honneur leur AME. © Vincent Oliva / RNN de Saint-Martin



© Romy Loublier

Deux outils en ligne (Prezi) présentent de manière didactique le contenu du guide des financements de l'OFB téléchargeable en bas de page.

+ d'info ici : **Panorama des financements dans l'océan Indien, les Antilles et la Guyane**
Panorama des financements pour les territoires français du Pacifique

AGRICULTURE DURABLE

Lancé chaque année par l'OFB en lien avec les ministères, pilotes du plan Ecophyto II+, l'AAP national Ecophyto accompagne des projets innovants axés sur la réduction de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et la limitation des risques et des impacts qui y sont liés. Il concerne les organismes publics ou privés, collectivités, instituts de recherche et de formation ou encore associations.

RESTAURATION ÉCOLOGIQUE

L'appel à projets Mission Nature permet de financer, grâce à une partie des recettes de ce jeu de grattage organisé avec La Française des Jeux, des projets de restauration de la biodiversité dans toutes ses composantes : habitats, espèces, fonctions, pressions...

PATRIMOINE NATUREL

Dans le cadre de l'unité mixte de service « Patrimoine naturel » – UMS PatriNat –, l'OFB déploie des dispositifs de financement de projets scientifiques, notamment l'AAP « Contribution à la connaissance naturaliste » mais aussi l'appel à manifestation d'intérêt « Surveillance de la biodiversité terrestre dans les Outre-mer », dont les projets s'inscrivent dans le domaine de la recherche et développement.

PARC MARINS, SANCTUAIRE AGOA

Plus localement, des financements sont proposés par les équipes des aires marines protégées de l'OFB : le Parc naturel marin de Mayotte lance chaque année des appels à projets ; dans les Antilles, le Parc naturel marin de Martinique et le Sanctuaire Agoa proposent également des soutiens financiers.

AUTRES APPELS À PROJETS

Des appels à projets ponctuels visent des réponses spécifiques à certains enjeux de biodiversité : par exemple, ReCorEA, dédié à la restauration des récifs coralliens. D'autres AAP ciblent certaines catégories de projets : recherche appliquée, génie écologique, etc. L'OFB est également amené à coordonner des projets européens structurants tels que le LIFE BIO-DIV'France, le LIFE Espèces marines mobiles ou le BESTLIFE2030, qui permet l'octroi de subventions plafonnées à 100 000 euros par projet.

CAMPAGNES ANNUELLES

En dehors de ces appels à projets, des campagnes de l'OFB concernent principalement le Programme d'intervention 2026-2030 et le fonds de « Solidarité Inter-bassins », notamment consacré aux actions en faveur de l'eau potable et de l'assainissement collectif.

ZOOM SUR LE PROGRAMME TEMEUM, «TERRES ET MERS ULTRAMARINES»

CRÉÉ EN 2009, PILOTÉ ET FINANCÉ PAR L'OFB, TeMeUm A VOCATION À SOUTENIR DE MANIÈRE OPÉRATIONNELLE LES ACTEURS DE LA BIODIVERSITÉ PRÉSENTS DANS LES OUTRE-MER FRANÇAIS, EN PARTICULIER LES ASSOCIATIONS, LES PETITES COLLECTIVITÉS ET GESTIONNAIRES D'ESPACES NATURELS.

FINANCER DES PROJETS LOCAUX

Le programme TeMeUm est avant tout connu pour sa campagne annuelle de financements de micro-projets organisée en trois dispositifs : Tremplin, Coopération et Compagnonnage. Les lauréats des micro-projets Tremplin se voient attribuer une subvention d'un montant allant jusqu'à 15 000 euros pour une initiative s'étalant sur une période d'un an maximum.

AIDER À LA RECHERCHE DE FINANCEMENTS

Sur le site Internet de TeMeUm, une page est dédiée à une veille financière rassemblant les appels à projets accessibles aux outre-mer. En complément, l'OFB propose deux outils en ligne (Prezi) présentant de manière didactique les informations contenues dans le guide des financements TeMeUm. Enfin, TeMeUm propose sur son site un lien vers l'outil de recherche personnalisée de financements Aides-territoires.

VALORISER LES ACTIONS LOCALES

TeMeUm promeut les initiatives locales soutenues par le programme via des fiches-bilans qui mettent en avant les actions réalisées et les résultats obtenus.



FACILITER L'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE

Des actualités juridiques ultramarines sont répertoriées sur une page dédiée. Par ailleurs, TeMeUm a publié deux guides qui synthétisent les textes encadrant la protection des espèces et espaces naturels de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française.

FAVORISER LA COLLABORATION ENTRE ACTEURS ULTRAMARINS

L'équipe de TeMeUm réunit deux à trois fois par an un COPA, ou Comité des partenaires, constitué de 12 membres, têtes de réseau des acteurs de la biodiversité des outre-mer français, pour participer à la conduite générale du programme. De plus, dans les territoires, des structures locales s'impliquent aux côtés de TeMeUm en tant que référents locaux. En complémentarité avec les délégations territoriales de l'OFB, ces correspondants privilégiés déploient certaines missions spécifiques pour le programme et renforcent l'ancrage local de TeMeUm auprès des réseaux.

LA FORMATION DES ACTEURS

Le dispositif de compagnonnage permet à des professionnels œuvrant à la protection ou la restauration de la biodiversité ultramarine d'être accueillis pendant une ou deux semaines par une autre structure dans un but de formation et/ou de partage d'expériences par immersion professionnelle. Enfin, depuis son site Internet, TeMeUm publie notamment une veille sur diverses formations ultramarines.



INTERVIEW

CLAIRE PUSINERI, CHARGÉE DE MISSION COORDINATION DU PROGRAMME TEMEUM À L'OFB

- **Le Comité des partenaires TeMeUm prépare actuellement une mise à jour de ce programme lancé en 2009. Dans quel objectif ?**

- Le programme Terres et Mers Ultramarines (TeMeUm), coordonné par la direction des Outre-mer de l'OFB, a pour objectif de renforcer les capacités et la pérennité des acteurs de la protection et de la restauration de la biodiversité dans les territoires ultramarins français. Né en 2009, TeMeUm a sans cesse évolué dans une recherche de complémentarité avec les autres services des établissements qui l'ont successivement piloté (ATEN, AFB puis OFB), mais aussi pour s'adapter aux besoins des acteurs. La pertinence générale du programme n'est pas remise en cause, mais compte tenu des évolutions du contexte depuis 2009, le comité des partenaires du programme a jugé nécessaire de mettre à jour sa feuille de route afin de mieux répondre aux besoins des porteurs de projets.

- **Un bureau d'études vient d'être mandaté pour aller en outre-mer à la rencontre des porteurs de projets. Pourriez-vous nous en parler ?**

- À l'heure actuelle, TeMeUm déploie un certain nombre d'outils pour appuyer les petits porteurs de projets ultramarins. La campagne de financement annuelle est le plus connu, mais d'autres outils ont été développés pour aider les acteurs à identifier d'autres financeurs, à monter en compétences, et à renforcer la visibilité de leurs actions. Avant de définir une nouvelle feuille de route, il était donc important de réaliser un diagnostic de l'ensemble de ces outils par des entretiens auprès des porteurs de projets et de nos partenaires, dans l'ensemble des territoires ultramarins. Ce sera la mission de notre prestataire, le bureau d'étude Actéon Environnement, dans les mois qui viennent.

- **Quel est le premier bilan de la campagne de financement TeMeUm 2026 qui s'est clôturée à la mi-avril ?**

- Nous avons reçu pour cette édition 77 candidatures, un chiffre qui est relativement stable d'une année à l'autre. Un total de plus de 950 000 euros de subventions a été sollicité, pour une enveloppe de 400 000 euros. Comme chaque année, la sélection des projets est donc compliquée pour les membres des jurys institués dans chaque territoire ! La liste définitive des projets qui seront financés cette année devrait être communiquée dans le courant de la première quinzaine d'août. Elle sera alors disponible sur le site Internet de TeMeUm, dans la rubrique « Actualités ».

+ d'info ici : <https://temeum.ofb.fr/actualites-toutes>



« Protection, sensibilisation et restauration de la mangrove de Bandrélé Mayotte », un micro-projet porté par l'association 976 Sud Prévention et soutenu en 2024 par TeMeUm. | « Partage de connaissances sur le suivi des tortues marines », un compagnonnage du programme TeMeUm 2024 entre l'association Bwără Tortues Marines de Nouvelle-Calédonie et l'association Te Mana o te Moana de Polynésie française.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

« C'EST UNE TERRE D'OPPORTUNITÉS ».
DANS L'ARCHIPEL,
LE PREMIER
BUREAU D'ÉTUDES
ENVIRONNEMENTALES
TOURNE À PLEIN RÉGIME



« Spruce » est le nom donné aux espèces d'épicéas présentes dans l'archipel : l'épinette blanche (*Picea glauca*) et noire (*Picea mariana*).

EN 2023, DELPHINE GIOANI, INGÉNIEURE ET CONSULTANTE ENVIRONNEMENTALE, A LANCÉ SPRUCE EXPERTISE, LE TOUT PREMIER BUREAU D'ÉTUDES SPÉCIALISÉ DANS L'ENVIRONNEMENT DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON. D'INVENTAIRES SUR LA FAUNE ET LA FLORE EN ÉTUDES PORTANT SUR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE, LA PETITE SOCIÉTÉ EST DEVENUE UNE RÉFÉRENCE LOCALE.



INTERVIEW

DELPHINE GIOANI,
FONDATRICE DU BUREAU D'ÉTUDES
ET CONSEIL EN ENVIRONNEMENT
SPRUCE EXPERTISE,
BASÉ À SAINT-PIERRE

- Quel parcours vous a amenée à vous spécialiser dans les études environnementales à Saint-Pierre-et-Miquelon ?

- Je suis originaire de l'Hexagone, où j'ai suivi un cursus d'ingénierie, d'abord centré sur les systèmes de production puis sur les énergies renouvelables. Au bout de quelques années, j'ai senti le besoin d'être plus en extérieur et de me spécialiser dans l'environnement. J'ai choisi de devenir ingénieure écologue après un contrat non renouvelé pendant la période du Covid.

En fait, je ne voulais pas apprendre la nature derrière un ordinateur et j'avais envie de bouger, donc j'ai choisi de postuler à un service civique de l'OFB, qui propose plusieurs missions de terrain dans les outre-mer. Au début, je visais plutôt la Martinique, mais c'est finalement l'équipe de Saint-Pierre-et-Miquelon qui m'a répondu, à la suite d'une erreur informatique mais avec une offre très intéressante !

J'ai posé mes valises sur l'archipel en 2021 et je n'en suis jamais repartie. C'est véritablement là que je me suis formée à l'étude de la nature, avec des inventaires



La société de Delphine Gioani intervient dans les domaines de l'économie circulaire et de l'évaluation environnementale.

en forêt boréale, un suivi de la pression des herbivores sur la forêt et un travail sur les espèces exotiques envahissantes. J'étais chargée d'établir des protocoles de suivi, de la cartographie... C'est comme ça que j'ai acquis les compétences qui m'ont permis de lancer mon propre bureau d'études, en octobre 2023.

- **Au-delà du premier contrat de grande envergure que vous avez décroché sur la relocalisation du village de Miquelon, quelles ont été vos réalisations sur le territoire ?**

- Ma première expérience concernait l'économie circulaire pour l'Ademe. Il s'agissait de travailler à la mise en place de consignes pour les contenants alimentaires. À l'époque, je ne me sentais pas encore totalement légitime, c'est pourquoi j'étais mentorée par un autre professionnel, ce qui m'a permis de poursuivre ma formation. C'est à la suite de cette première expérience que j'ai été sollicitée en 2024 par le bureau d'études Artelia ayant répondu à un appel d'offres de la mairie de Miquelon, dans le cadre du projet de relocalisation du premier village français qui se déplace en prévision de submersions marines.

Cela m'a donné une vraie crédibilité, puisque j'ai réalisé un inventaire quatre saisons sur la faune, la flore et les habitats naturels en présence. J'ai aussi travaillé sur la renaturation du village actuel, qui sera déconstruit.

Cette étude a fourni toutes les données permettant d'établir un diagnostic écologique complet dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale (AE). Cette nouvelle corde à mon arc me permet de répondre à des demandes ponctuelles, pour tout chantier de construction nécessitant une AE.

Aujourd'hui, j'ai deux contrats avec EDF pour des diagnostics écologiques sur une centrale à rénover et une autre à démanteler, où il faut vérifier que certaines espèces ne nichent pas à l'intérieur, telles les chauves-souris. J'accompagne aussi plusieurs éco-organismes¹ qui veulent s'intégrer au tissu économique du territoire. Ce système de gestion de fin de vie des équipements est bien développé dans l'Hexagone mais pas dans certains outre-mer. À Saint-Pierre-et-Miquelon, nous avons encore du brûlage à ciel ouvert faute d'incinérateur adapté, donc il y a beaucoup à faire.

Enfin, je travaille aussi avec la Fédération des chasseurs locale, pour les accompagner dans le renouvellement de leur schéma territorial de gestion cynégétique², ce qui demande, notamment, de recenser les attributs du territoire en termes de biodiversité.

- **Pensez-vous que Spruce Expertise vienne combler un manque dans l'archipel à l'heure où les préoccupations écologiques sont de plus en plus importantes ?**

- Il y avait clairement un manque puisqu'avant on confiait ce travail à des naturalistes qui ont la compétence de terrain mais pas forcément d'appétence pour la gestion de projet, ou bien on faisait venir des gens de l'Hexagone, ce qui est très coûteux.

Mon avantage, c'est de vivre sur place et d'être très intégrée à la vie locale. Je suis en effet, par exemple, très impliquée dans le tissu associatif de l'archipel, y compris dans l'équipe de hockey sur glace féminine, donc quand j'ai créé mon entreprise et mon site web, ça s'est su très vite ! Pour moi, Saint-Pierre-et-Miquelon, c'est une vraie terre d'opportunités, je pense que j'aurais eu beaucoup plus de difficultés à me lancer de cette façon dans l'Hexagone.

Rédaction et interview : Enzo Dubesset

¹ Société de droit privé agréée par l'État, détenue et financée par les producteurs et distributeurs pour prendre en charge, dans le cadre de la responsabilité élargie du producteur, la fin de vie des équipements qu'ils mettent en vente. | ² Qui se rapporte à la chasse.



De haut en bas : la linaigrette de Virginie (*Eriophorum virginicum*), plante des tourbières. | Le littoral en hiver, sur la route de Miquelon. | Sortie ornithologique avec l'OFB. | Phoques veaux-marins adultes et juvéniles posés sur un rocher près du port de Miquelon. © D. Gioani



Observations hivernales dans le Cap de Miquelon. | Orchidée de tourbière (*Calopogon tuberosus*). | Sapin baumier (*Abies balsamea*).
| Cerisier de Pennsylvanie (*Prunus pensylvanica*). | L'Étang du Chapeau à Miquelon, vue sur le Cap de Miquelon. © Delphine Gioani

SAINT-BARTHÉLEMY

DANS LES CONTAINERS, LA GUERRE SILENCIEUSE DES ESPÈCES EXOTIQUES

SUR L'ÎLE DE SAINT-BARTHÉLEMY, CHAQUE CONTAINER DE PLANTES ORNEMENTALES VENU DE FLORIDE EST UNE BOÎTE DE PANDORE. GUILLAUME RAMADE, GARDE TECHNICIEN À L'AGENCE TERRITORIALE DE L'ENVIRONNEMENT (ATE), TRAQUE SANS RELÂCHE LES ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES QUI MENACENT LA BIODIVERSITÉ FRAGILE DE CETTE ÎLE DES ANTILLES FRANÇAISES.

Serpents des blés, iguanes rayés, amphibiens, insectes... À chaque inspection d'un container en provenance de Floride, Guillaume Ramade sait qu'il va faire des découvertes. Pas forcément réjouissantes. Titulaire d'une licence en biologie des organismes et de l'environnement à l'Université de Pointe-à-Pitre et d'un master en gestion de la biodiversité terrestre tropicale, Guillaume s'est spécialisé dans la lutte contre les espèces exotiques envahissantes. Un combat quotidien, aux enjeux considérables pour l'avenir écologique et agricole de l'île.

À LA RECHERCHE DES PASSAGERS CLANDESTINS

L'origine du problème est bien connue. Pour répondre aux besoins en végétaux ornementaux et fruitiers des somptueuses villas de Saint-Barth, l'île importe massivement depuis la Floride. Les containers arrivent certes munis de certificats phytosanitaires, mais reptiles, amphibiens et insectes font le voyage en clandestins, dissimulés dans les branches, les racines ou dans les pots pleins de terre. Les chiffres donnent le vertige : en 2017, lors des premiers contrôles, l'inspection de 14 containers avait mis au jour pas moins de 83 espèces exotiques différentes. En 2025, sur 20 conteneurs inspectés, plus de 40 espèces exotiques animales ont été trouvées. « À chaque fois qu'on ouvre un container, on trouve des espèces qui n'ont rien à faire ici », résume Guillaume Ramade, sans se départir de son flegme.



L'ATE souhaite imposer un contrôle phytosanitaire efficace au départ des plantes importées et prévoir dans les travaux d'agrandissement du port de commerce de Saint-Barthélemy une zone de quarantaine pour contrôle des containers et traitement à l'arrivée. © G. Ramade

UNE BIODIVERSITÉ INDIGÈNE MENACÉE

Les conséquences écologiques sont lourdes. Le serpent des blés, couleuvre prolifique originaire du sud-est des États-Unis, constitue l'une des menaces les plus préoccupantes. Prédateur efficace, il s'attaque aux oiseaux de l'île, déjà fragilisés par les nombreuses pressions anthropiques, et entre en compétition directe avec la couleuvre du Banc d'Anguilla, espèce emblématique qui se retrouve privée de nourriture. Quant aux iguanes rayés (*Iguana iguana*), venus eux aussi de Floride, ils supplantent progressivement l'iguane des Petites Antilles (*Iguana delicatissima*), reptile indigène, ayant déjà disparu de plusieurs îles. Et l'importation de citronniers a également introduit le chancre citrique, une maladie bactérienne qui compromet directement les projets de développement agricole.



L'anolis de la Caroline (*Anolis carolinensis*) fait régulièrement partie des passagers clandestins des containers. © G. Ramade



L'iguane rayé (*Iguana iguana*) entre en compétition avec l'iguane des Petites Antilles (*Iguana delicatissima*). © Guillaume Ramade



Guillaume Ramade et un beau spécimen d'iguane des Petites Antilles, une espèce en danger critique d'extinction selon l'UICN.



Le serpent des blés (*Pantherophis guttatus*) est indésirable sur l'île, où il menace reptiles et oiseaux indigènes. © Karl Questel



Ces anolis et agames arrivent à Saint Barth par les containers et se disséminent sur l'île au détriment des espèces locales. © G. Ramade

UN ARSENAL JURIDIQUE ENCORE INCOMPLET

Face à l'ampleur des risques, Guillaume Ramade et son équipe ont bâti des réponses pragmatiques. En analysant les traitements phytosanitaires pratiqués avant expédition, ils ont pour l'instant identifié l'acéphate comme la molécule la plus efficace contre la faune clandestine, et conseillent désormais aux exportateurs d'utiliser cette molécule avant chaque envoi.

Depuis deux ans, les importateurs peuvent également déclarer leurs listes en ligne, permettant à l'ATE d'anticiper les contrôles et de mieux cibler ses interventions. La sensibilisation du grand public porte aussi ses fruits : aujourd'hui, une espèce inconnue aperçue sur l'île déclenche immédiatement un signalement et l'ATE intervient rapidement avant que l'individu ne s'installe.

UNE ÎLE SOUS SURVEILLANCE

Saint-Barthélemy fait figure de cas d'école. La fragilité de sa biodiversité indigène oblige à une vigilance sans relâche. Grâce au travail de terrain de Guillaume Ramade et de l'ATE, les contrôles aux containers ont transformé ce qui relevait autrefois du hasard en protocole raisonné. Les outils s'affinent, les importateurs coopèrent davantage, les habitants signalent. Une dynamique encourageante, qui prouve qu'une île, même de petite superficie, doit prendre en main la défense de son patrimoine naturel.

Rédaction et interview : Mariane Aimar-Godoc

SAINT-MARTIN

SORTIR DE
L'ENFOUISSEMENT,
UN VIRAGE STRATÉGIQUE
POUR LES DÉCHETSRédaction et interview :
Sandrine Chopot

SUR UN TERRITOIRE CONTRAINT, LA GESTION DES DÉCHETS REPRÉSENTE UN DÉFI ENVIRONNEMENTAL ET ÉCONOMIQUE. À SAINT-MARTIN, OÙ L'ENFOUISSEMENT DEMEURE DOMINANT, LA SOCIÉTÉ VERDE SXM PORTE UN PROJET DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE POUR TRANSFORMER LES DÉCHETS EN RESSOURCE.

Depuis 2006, Verde SXM, filiale du groupe IDEX, assure pour la Collectivité de Saint-Martin le traitement des déchets de la partie française de l'île. L'entreprise exploite à la fois l'installation de stockage des déchets non dangereux (ISDND) et l'écosite de Grandes Cayes dédié au recyclage et à la valorisation.

RÉDUIRE LA DÉPENDANCE À L'ENFOUISSEMENT

Aujourd'hui, l'enfouissement reste dominant : près de 60% des déchets produits sur l'île, soit environ 33 000 tonnes sur 55 000 tonnes annuelles, y sont encore destinés. « Ce modèle mobilise beaucoup de foncier et pose la question de sa viabilité à long terme », explique Maxime Arnal, directeur de Verde SXM. Si l'enfouissement est aujourd'hui très encadré par des dispositifs techniques performants et des contrôles réguliers, « cette solution ne peut être qu'une étape transitoire. Les déchets représentent une ressource. L'objectif est de sortir progressivement de l'enfouissement pour les transformer en énergie », poursuit le directeur.

En haut : l'écosite de Grandes Cayes à Saint-Martin, dont Verde SXM est le gestionnaire. | À droite : José Duzanson. © Verde SXM





Ci-dessus : l'équipe de l'entreprise saint-martinoise. © Verde SXM

PRODUIRE DE L'ÉNERGIE À PARTIR DES DÉCHETS

Pour accompagner cette transition, Verde SXM et la Collectivité développent le « Projet PI ». Ce dispositif vise à valoriser les déchets résiduels non recyclables, ainsi que les sargasses, en combustibles solides de récupération (CSR). Ceux-ci alimenteraient ensuite une unité de production énergétique locale.

À terme, le projet pourrait couvrir jusqu'à 10% des besoins électriques de l'île avec une énergie moins émettrice que les groupes actuels. Estimé à 80 millions d'euros, il bénéficie du soutien du FEDER, de l'ADEME, de la défiscalisation et de financements bancaires. Une vingtaine d'emplois pourraient également être créés. Mais pour réussir ce virage, le tri reste essentiel. « Si les déchets sont bien triés, ils sont recyclés. Sinon, ils ne le seront pas ! » rappelle Maxime Arnal.

DES VOLUMES DE DÉCHETS EN FORTE ÉVOLUTION

Les ordures ménagères résiduelles persistent à un niveau relativement stable, situé autour de 16 000 tonnes par an depuis 2012. En revanche, la part des encombrants a fortement augmenté, passant de 2 000 tonnes par an entre 2012 et 2014 à près de 8 000 tonnes chaque année aujourd'hui, sous l'effet de la croissance démographique et des activités économiques.

Les sargasses connaissent également une hausse spectaculaire : 4 000 tonnes par an en 2020-2021 contre près de 13 000 tonnes en 2025-2026. Désormais, ces algues envahissent les plages dès le mois d'avril, au lieu de juillet-août auparavant.



INTERVIEW

JOSÉ DUZANSON, CHEF D'ÉQUIPE SUR L'ÉCOSITE DE GRANDES CAYES

• Quel a été votre parcours chez Verde SXM ?

- Originaire de Saint-Martin et de la République dominicaine, j'ai intégré Verde SXM en 2007 comme conducteur d'engins. Autodidacte, j'ai occupé plusieurs postes avant de devenir chef d'équipe. Aujourd'hui, j'encadre six agents et j'organise les missions liées à la gestion des déchets entrants, au traitement de la ferraille et des plastiques ainsi qu'au suivi des expéditions. Je suis fier d'avoir construit tout mon parcours professionnel au sein de l'entreprise.

• Pourquoi avoir créé votre société JPS ?

- En 2013, Verde SXM recherchait un prestataire pour collecter les huiles de moteur usagées. Avec l'accompagnement de la CCI, j'ai créé José Professional Service (JPS). Nous collectons les huiles auprès des garages et de certaines marinas avant leur expédition vers la métropole pour traitement. Aujourd'hui, l'entreprise compte deux salariés et trois camions, pour environ 60 à 80 tonnes collectées chaque année.

• Quelle est votre vision des déchets sur l'île ?

- Les capacités de stockage arrivent progressivement à saturation. Il est par conséquent essentiel de renforcer la sensibilisation au tri et de structurer davantage les collectes, notamment pour les encombrants, les déchets verts ou les D3E¹. Verde SXM investit aussi beaucoup dans la formation des équipes, un enjeu clé pour l'avenir de la gestion des déchets sur l'île.

¹ Déchets d'équipements électriques et électroniques.



« Nous sommes très satisfaits du travail réalisé par JPS. Chez Verde SXM, nous privilégions les entreprises locales car il est important qu'un acteur du service public contribue aussi au développement économique du territoire », tient à souligner Maxime Arnal.



Ci-dessus : l'écosite de Grandes Cayes compte plusieurs ateliers, permettant par exemple de recycler les bouteilles en verre collectées en graviers et sables de verre, propres et non coupants, qui serviront notamment sur le site à la fabrication d'ouvrages en béton. © Verde SXM

MARTINIQUE

DU BANANIER À L'INNOVATION INDUSTRIELLE : SHIRLEY BILLOT, PIONNIÈRE DE LA CHIMIE VÉGÉTALE

FONDATRICE DE SHB BIOTECH ET DES MARQUES KADALYS ET MUSACTIF, SHIRLEY BILLOT TRANSFORME DEPUIS 15 ANS LES COPRODUITS DU BANANIER MARTINICAIS EN ACTIFS INNOVANTS POUR LA COSMÉTIQUE ET L'ALIMENTAIRE. PREMIÈRE ENTREPRISE ULTRAMARINE LAURÉATE DE L'APPEL À PROJETS FRANCE 2030 « MA PREMIÈRE USINE », MUSACTIF S'APPRÊTE À FRANCHIR LE PAS DE L'INDUSTRIALISATION.

DU DÉCHET AGRICOLE À LA PLATEFORME TECHNOLOGIQUE

Tout a commencé par un regard différent sur une plante ordinaire. Là où la filière agricole voyait des coproduits peu valorisés, Shirley Billot a perçu un terrain d'exploration scientifique à peine effleuré. « *Je n'ai jamais regardé le bananier comme une simple ressource agricole* », dit-elle. « *Très vite, nous avons compris que la plante recelait une richesse biochimique exceptionnelle.* »



Shirley Billot ne sépare jamais racines locales et ambitions mondiales.



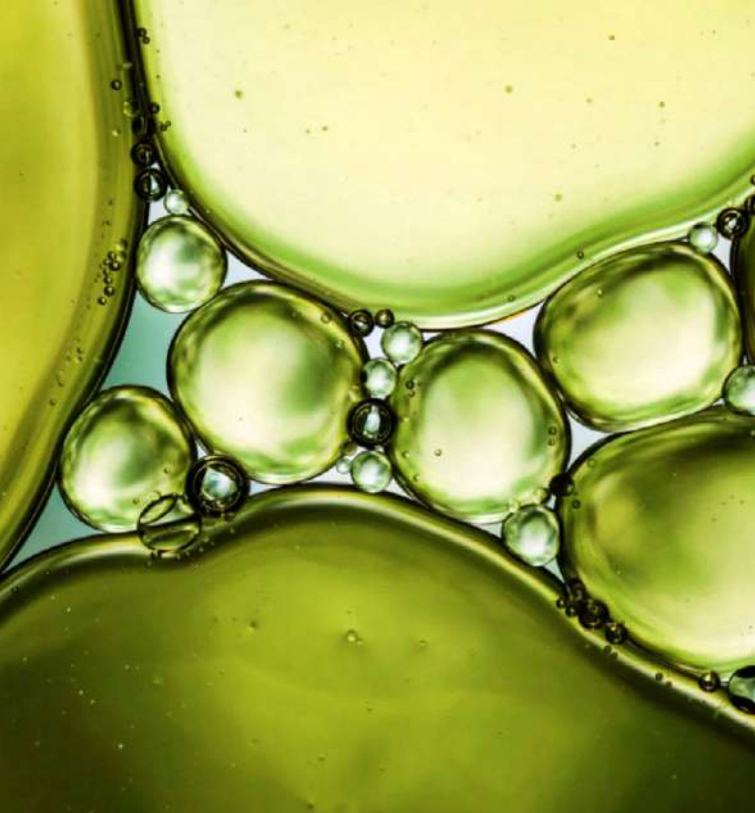
Kadalys, première marque de cosmétiques bio aux actifs de bananiers.

C'est sur cette conviction que SHB Biotech a construit une plateforme technologique fondée sur la connaissance du bananier, ses molécules, ses mécanismes de défense, ses propriétés biologiques. Une expertise qui se déploie aujourd'hui dans la cosmétique avec les marques Kadalys et Musactif, mais aussi dans l'alimentaire, notamment à travers le développement d'un arôme banane en collaboration avec l'Habitation Clément pour la liqueur Banacanne. « *La ressource n'est que le point de départ. La véritable valeur réside dans la connaissance que l'on développe autour d'elle.* »

LE GRAND SAUT INDUSTRIEL

Quinze ans de recherche, des brevets déposés, des clients qui attendent et maintenant, une usine à bâtir. Musactif, qui a développé une expertise scientifique unique permettant d'identifier et de transformer des molécules d'intérêt en ingrédients innovants pour plusieurs secteurs industriels, entre dans une phase de rupture. « *Passer du laboratoire à l'usine n'est pas simplement une question d'échelle. C'est un véritable changement de métier* », souligne Shirley Billot. Dimensionnement des procédés, reproductibilité, approvisionnements, réglementation, recrutement de compétences : tout est à construire simultanément. Pour mener cette transition, l'entreprise s'est entourée de l'AMPI¹ sur les enjeux industriels martiniquais, intégrée au programme

¹ Association martiniquaise pour la promotion de l'industrie.



100% naturels, sans OGM, conservateurs ou substances toxiques, les bio-actifs sont analysés pour vérifier l'absence de résidus de chlordécone et de pesticides.

Accélération Néo Startups Industrielles de Bpifrance, et mentorée par des sociétés françaises et américaines ayant déjà franchi ce cap. « *Ce qui me passionne dans cette phase, c'est qu'elle transforme une innovation scientifique en réalité économique* », confie-t-elle. Derrière l'usine : des emplois qualifiés, des débouchés sécurisés pour l'agriculture locale, et la preuve qu'une technologie née en Martinique peut être compétitive à l'échelle internationale.

PREMIÈRE ULTRAMARINE ET LA RESPONSABILITÉ QUI VA AVEC

Musactif est la seule entreprise ultramarine lauréate de l'appel à projets France 2030 « Ma Première Usine ». Une distinction que Shirley Billot vit comme un signal autant que comme une charge. « *Cette reconnaissance dépasse largement notre entreprise. Elle envoie un signal fort : les outre-mer peuvent aussi être des territoires d'innovation, de recherche et d'industrie.* »

Vice-présidente du Conseil économique, social et environnemental (CESE), où elle représente la Martinique, elle mesure ce que ce précédent peut ouvrir pour les générations suivantes. « *Si demain d'autres entreprises ultramarines osent lancer des projets industriels ambitieux parce qu'elles ont vu que cela était possible, alors nous aurons déjà réussi une partie de notre mission.* »

MARTINIQUE AU CENTRE, MONDE À PORTÉE

Un projet adossé aux ressources et aux institutions locales, Collectivité territoriale de Martinique, FEDER, des marchés résolument internationaux : la tension est apparente. Shirley Billot la dissout avec aisance. « *Il n'y a aucune contradiction entre les deux. Les entreprises les plus solides sont souvent celles qui assument pleinement leurs racines tout en répondant à des besoins universels.* »

La stratégie se structure en deux axes complémentaires : Musactif, qui fournit des ingrédients innovants aux industriels de la cosmétique et de l'alimentaire à l'échelle mondiale ; et Kadalys, marque grand public qui démontre le potentiel des actifs développés en interne.

« *Notre ambition est simple : créer de la valeur en Martinique tout en étant pleinement intégrés aux chaînes de valeur internationales.* »

LE DERNIER VERROU : CONVAINCRE LES FINANCEURS INDUSTRIELS

La technologie est prouvée. Les clients sont là. Reste l'obstacle le moins visible, et peut-être le plus coriace : le financement industriel. « *Paradoxalement, le principal défi aujourd'hui n'est plus la technologie ni le marché* », reconnaît Shirley Billot.

Construire une usine innovante en territoire insulaire suppose encore de convaincre des acteurs financiers habitués à des modèles plus classiques. « *Le défi n'est plus de convaincre que l'innovation existe. Le défi est de lui donner les moyens de changer d'échelle.* »

Un dernier cap à franchir pour celle qui, de la Sorbonne à HEC en passant par un récent diplôme du MIT en intelligence artificielle, a toujours conjugué rigueur scientifique et vision entrepreneuriale.

Et qui résume en une phrase l'horizon qui guide tout le reste : « *Les territoires producteurs de ressources doivent aussi devenir des territoires de connaissance, d'innovation et de création de valeur.* »

Rédaction et interview : Mariane Aimar-Godoc

« UNE SEMAINE POUR L'EAU » 2026 : UNE MOBILISATION RAYONNANT SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE MARTINICAIS

DU 17 AU 26 AVRIL, L'OFFICE DE L'EAU MARTINIQUE ET SON RÉSEAU ONT RENOUVELÉ L'OPÉRATION « UNE SEMAINE POUR L'EAU ». POUR CETTE 7^E ÉDITION CONSÉCUTIVE, IL ÉTAIT QUESTION D'ÉVEILLER LES CONSCIENCES EN INVITANT CHACUN À SE DEMANDER : « QUE PUIS-JE FAIRE À MON NIVEAU POUR L'EAU ? »

Afin de s'interroger réellement sur les actions du quotidien, petits et grands ont pu participer à des activités diverses et variées permettant de comprendre, de manière concrète, comment préserver, restaurer et valoriser cette ressource essentielle pour le territoire.

UNE ÉDITION 2026 MARQUÉE PAR UNE MOBILISATION LOCALE FORTE

Initialement inscrite dans le cadre de la Journée mondiale de l'eau instaurée le 22 mars par l'Organisation des Nations unies, la 7^e édition d'« Une Semaine pour l'Eau » a connu un changement de date exceptionnel en raison du calendrier des élections municipales en France. Ce changement n'a toutefois pas freiné la participation des acteurs du territoire. Pendant 10 jours, les membres du Réseau, partenaires institutionnels et partenaires privés ont répondu présents en force aux côtés de l'Office de l'Eau Martinique.

Conférences, sorties pédagogiques, activités nautiques, ateliers de sensibilisation, visites de terrain, animations culturelles ou villages thématiques ont rythmé cette semaine organisée à travers toute la Martinique. Plus d'une centaine d'actions ont été proposées dans une vingtaine de communes grâce à l'implication d'une cinquantaine de partenaires engagés autour d'un objectif commun : permettre à chacun de mieux comprendre les enjeux liés à l'eau et encourager l'adoption de gestes plus responsables au quotidien. Scolaires, étudiants, familles, seniors, professionnels, demandeurs d'emploi, pompiers et plus largement le grand public ont ainsi pu découvrir les milieux aquatiques martiniquais à travers des approches pédagogiques, scientifiques, sportives, culturelles et artistiques. Au total, plus de 100 000 personnes ont été sensibilisées, parmi lesquelles plus de 15 000 ont bénéficié d'une intervention directe.

LA MISE EN VALEUR DU RÔLE DES FEMMES

Cet événement s'est également inscrit dans la dynamique du thème onusien « Genre et Eau », mettant en lumière le rôle des femmes dans les enjeux liés à l'eau et à sa gouvernance.

Parmi les temps forts figurait ainsi le colloque « Femme et Eau », animé par la chercheuse Myriam Moïse. Cette conférence a permis d'explorer les liens entre les femmes et l'eau à travers les notions de soin, de transmission, d'héritage culturel et de savoirs féminins longtemps invisibilisés dans la Caraïbe. La rencontre s'est clôturée par une table ronde réunissant Michéla Adin, directrice de l'ODE Martinique, Aude Brador directrice du Parc naturel régional de Martinique et Stéphanie Mathey, directrice de la DEAL, autour de la thématique « Femmes engagées dans la gouvernance de l'eau en Martinique ».



Visite de terrain proposée par l'association Roots of the Sea, à l'occasion de l'opération « Une Semaine pour l'Eau. »



Présenté par l'ODE Martinique et Archip'elles, le colloque « Femme et Eau » était dédié à la contribution féminine dans la gestion de l'eau.

Dans la continuité, cette édition a aussi été marquée par la réalisation des portraits vidéo « Femmes & Eau », mettant en avant des femmes engagées autour des enjeux liés à l'eau en Martinique. Pensés comme des outils de sensibilisation et de transmission, ces témoignages permettent de découvrir des parcours, des métiers et des engagements inspirants en lien avec la préservation de la ressource.

L'AQUA LIVE, UN RASSEMBLEMENT APPLAUDI PAR LE PUBLIC

La Semaine pour l'Eau s'est clôturée par l'Aqua Live rassemblant plus de 920 personnes autour d'activités de sensibilisation, du spectacle Ti Kréol destiné aux plus jeunes, ainsi que d'une édition spéciale du jeu télévisé Matinik Quizz animée par Lionel Nidaud et Sabine Andrivon-Milton. La soirée s'est poursuivie avec un show musical réunissant Suzie Trébeau, Jean-Luc Guanel, Demwazel Dys et Paille, des artistes incontournables de la scène martiniquaise.

Au-delà des chiffres, cette édition 2026 illustre surtout une dynamique collective forte, portée par des acteurs particulièrement engagés et des citoyens de plus en plus sensibilisés aux enjeux liés à la préservation de cette ressource essentielle pour la Martinique.

+ d'info ici : **Portraits Femmes et Eau**



Le concert sur l'eau a fait son retour avec succès lors de l'Aqua Live.

GUADELOUPE

1976-2026 : LA SOUFRIÈRE, MÉMOIRE VIVANTE DE L'ARCHIPEL GUADELOUPÉEN

LA SOUFRIÈRE, DU HAUT DE SES 1467 MÈTRES, DOMINE LA GUADELOUPE ET PLUS LARGEMENT L'ARC DES PETITES ANTILLES, QUI COMPTE AU TOTAL NEUF VOLCANS ACTIFS. CELLE QUE L'ON SURNOMME « LA VIEILLE DAME » APPARTIENT À UN ENSEMBLE VOLCANIQUE RÉCENT ET DOIT SON DÔME ACTUEL À UNE ÉRUPTION DATANT D'ENVIRON 500 ANS. SA DERNIÈRE ÉRUPTION, DE 1976, A MARQUÉ DURABLEMENT LA POPULATION.

La Soufrière est un volcan situé dans le sud de la Basse-Terre, au cœur du Parc national de la Guadeloupe. Elle est formée d'un dôme dont le plateau sommital comporte plusieurs cratères, pitons rocheux et zones fumerolliennes témoignant de la violence d'événements explosifs. Sa dernière éruption, en 1976, a été spectaculaire et s'est produite après des mois de séismes incessants. « *L'éruption de la Soufrière en 1976 n'a jamais produit de lave : il s'agissait d'une crise phréatique, provoquée par la vapeur et la pression dans le système hydrothermal du volcan* », explique le Parc national.

Le 8 juillet 1976 au matin, un immense panache de vapeur et de cendre plongeait Saint-Claude dans l'obscurité. 870 000 tonnes de blocs et de cendres ont été projetées. À la suite de cette entrée du volcan en phase active – 93 000 m³ de produits émis sur 66 km² – 25 000 habitants ont quitté spontanément la Basse-Terre pour la Grande-Terre. Au total, l'éruption aura contraint 73 000 personnes à l'évacuation et aucun décès direct n'a été recensé.

UN PATRIMOINE UNIQUE À PRÉSERVER

Haut lieu de la Guadeloupe avec environ 300 000 visiteurs par an, la Soufrière abrite une riche biodiversité.



Ensemble volcanique de la Soufrière et son sommet, à Saint-Claude. © Wilfrid Démonio / Parc national de la Guadeloupe

En effet, des espèces strictement endémiques vivent sur le massif du volcan, comme la mygale de la Soufrière ou la fleur jaune-montagne. Harry Ozier-Lafontaine, directeur du Parc national de la Guadeloupe, rappelle : « *Ce sont les volcans qui ont créé les îles des Petites Antilles, qui les relient et qui ont donné naissance à la biodiversité terrestre et marine exceptionnelle de nos territoires. L'enjeu de préservation de ce patrimoine écologique unique et menacé est crucial.* »

UNE COMMÉMORATION NÉCESSAIRE

À la suite de l'éruption de 1976, des trajectoires de vie ont été bousculées et ce passé volcanique a profondément marqué les destins individuels. De nombreux événements commémorent cette année le cinquantième du phénomène géologique, dans une démarche collective de mémoire, de respect de la nature et de résilience. Par exemple, des conférences grand public ont été programmées par le Parc national, croisant témoignages d'anciens et regards scientifiques. Les 8 et 11 juillet, à Basse-Terre puis au Mémorial ACTe, le Parc fera découvrir le documentaire « Les enfants de la Soufrière » qui met en valeur une dizaine de témoins de l'éruption. Le 8 juillet, le Fort Delgrès accueillera un événement de la DEAL, à travers des stands, des discussions avec les témoins et la projection de films en plein air à destination des familles. Les villes de Pointe-à-Pitre, Basse-Terre et Saint-Claude proposent également une série de rendez-vous commémoratifs.

L'Observatoire volcanologique et sismologique de la Guadeloupe (OVSG) organise quant à lui, du 5 au 10 juillet, un rassemblement de grande envergure : le colloque international SOUFRIÈRE50, qui va réunir notamment des chercheurs, ingénieurs et acteurs de la gestion des risques pour « *revenir sur 50 ans d'avancées scientifiques et d'expériences de terrain, et interroger les défis à venir face aux volcans actifs* ».



Mesurant un à deux centimètres, la mygale de la Soufrière (*Holothele sulfurensis*) n'a été observée qu'au-delà de 700 mètres d'altitude, sur le massif de la Soufrière. © PNG | L'hylode de Pinchon (*Eleutherodactylus pinchoni*), endémique de la Basse-Terre. © Fabien Salles / PNG



INTERVIEW

SÉBASTIEN DEROUSSI,
DIRECTEUR ADJOINT OPÉRATIONNEL
DE L'OBSERVATOIRE VOLCANOLOGIQUE
ET SISMOLOGIQUE DE LA GUADELOUPE

- **Que dire de l'activité du volcan depuis 1976 ?**

- Les éruptions de la Soufrière ne sont pas régulières. Il y a eu plusieurs épisodes magmatiques ces derniers millénaires qui ont façonné le paysage de la Basse-Terre. Depuis le XVII^e siècle, des éruptions phréatiques se sont produites. Cela survient lorsque la chaleur en provenance du magma rencontre les nappes d'eau souterraines, entraînant ainsi des manifestations de

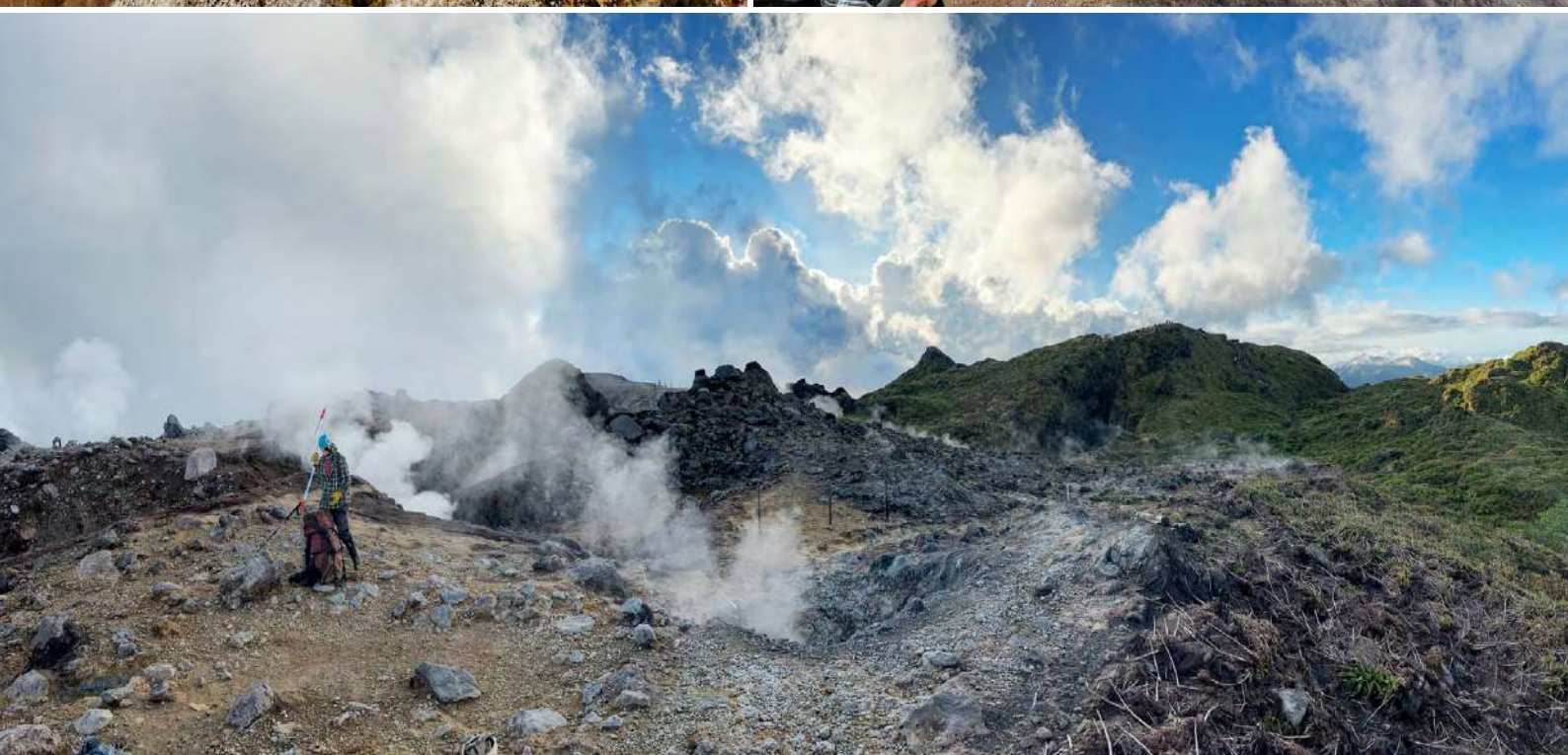
surface. Ce type d'éruptions s'est produit en 1797-1798, puis en 1836 et en 1956. Après l'éruption de 1976, l'activité volcanique s'est apaisée. Les premières fumerolles sont réapparues au sommet en 1992, et se sont acidifiées en 1998. Depuis 2013, le champ fumerollien s'étend, les concentrations en éléments chimiques augmentent et les températures des gaz émis peuvent à présent dépasser les 200 °C.

- **Quelles sont alors, selon vous, les perspectives pour la Soufrière et les Guadeloupéens dans les années à venir ?**

- Au-delà de ses missions de surveillance, l'OVSG travaille avec une équipe élargie à Paris et à Clermont-Ferrand, composée de spécialistes dans différents domaines qui viennent réaliser des missions de terrain ici en Guadeloupe. On a besoin de comprendre au mieux la Soufrière pour bien la surveiller. Ce suivi produit beaucoup de données utiles à la recherche scientifique. Recherche et surveillance sont ainsi deux disciplines intrinsèquement liées.

S'il est impossible de savoir quand se produira la prochaine éruption de la Soufrière, il est en revanche indispensable d'appréhender au mieux le risque volcanique, pour comprendre, connaître et protéger les populations. C'est ce à quoi s'emploient chaque jour les scientifiques de l'OVSG.

Rédaction et interview : Lucie Labbouz



De haut en bas : analyse des paramètres physicochimiques à la source de Matouba, à Saint-Claude. | Chercheurs réalisant des prélèvements d'eau au pied de la Soufrière. | Analyse des paramètres des fumerolles. | Opération de suivi scientifique sur le plateau sommital.



Photos de la double page (sauf flore des Hauts) : © CC BY J. Lao / Spaghetti project (UCA/OVSG-IPCP)



Flore des hauts. © Stéphane Di Mauro / PNG | Panorama réalisé sur le massif de la Soufrière, où l'on observe de nombreuses fumerolles. Le volcan est sous la surveillance permanente des équipes de l'Observatoire volcanologique et sismologique de Guadeloupe.

LE PREMIER PROJET DE TERRITOIRE POUR LA GESTION DE L'EAU EN OUTRE-MER

LE 12 JUIN 2026, UN COMITÉ DE PILOTAGE SE RÉUNISSAIT À MARIE-GALANTE AFIN D'Y LANCER UN PROJET DE TERRITOIRE POUR LA GESTION DE L'EAU (PGTE), QUI SERA LE PREMIER DES OUTRE-MER FRANÇAIS. CETTE DÉMARCHE PARTENARIALE VISE À DÉFINIR UNE STRATÉGIE PARTAGÉE PAR L'ENSEMBLE DES USAGERS DE L'ÎLE, DANS L'OBJECTIF DE PRÉSERVER DURABLEMENT LA RESSOURCE EN EAU.

GÉRER DURABLEMENT L'EAU, UN ENJEU MAJEUR SUR L'ÎLE

Aux antilles, Marie-Galante, territoire insulaire de 158 km² peuplé d'environ 10 000 habitants, fait partie des îles de la Guadeloupe. L'eau potable y provient essentiellement de la nappe phréatique, alimentée par l'infiltration des eaux de pluie.

Dans un contexte de rareté de la ressource liée à l'absence de cours d'eau sur l'île, la Communauté de Communes de Marie-Galante (CCMG) s'engage activement depuis de nombreuses années dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, à travers notamment un premier programme inédit aux Antilles : un « contrat de progrès » initié en 2018, qui arrivera à terme cette année, avant d'être renouvelé.

Ce contrat a abouti à une meilleure structuration du service public de l'eau et à la réalisation de plus de 23 millions d'euros d'investissements sur l'île, dont 16 millions d'euros financés par l'État. Parmi ces projets, on peut citer par exemple des réservoirs d'eau potable, ainsi que les stations d'épuration de Folle Anse et Domblière. Deux stations qui, contrairement à celles de la Guadeloupe, sont aux normes et rejettent en mer des eaux de bonne qualité.

UN PROJET DE TERRITOIRE POUR LA GESTION DE L'EAU VIENT D'ÊTRE LANCÉ

Le 12 juin, le sous-préfet de la Guadeloupe chargé de l'environnement, Théo Gal, s'est rendu à Marie-Galante pour constater ces avancées et poursuivre l'accompagnement de l'État en matière d'eau et d'assainissement. « La journée a débuté par le comité de pilotage de lancement du projet de territoire pour la gestion de l'eau. Cette démarche partenariale permettra à l'île de définir

une stratégie partagée et de planifier durablement la gestion de sa ressource en eau pour les années à venir », communique la préfecture de la Guadeloupe.

À l'issue des Assises de l'eau de 2019, le gouvernement s'était fixé comme objectif de faire aboutir à l'échelle nationale une centaine de projets de territoire pour la gestion de l'eau à l'horizon 2027. Cette démarche repose sur une approche globale et coconstruite de la ressource en eau, sur un périmètre cohérent d'un point de vue hydrologique ou hydrogéologique. Ce travail suppose un engagement de l'ensemble des usagers d'un territoire – eau potable, agriculture, industries, navigation, énergie, pêches, usages récréatifs... – pour parvenir à atteindre, dans la durée, un équilibre entre les besoins en eau et les ressources disponibles, tout en respectant la bonne fonctionnalité des écosystèmes aquatiques, en anticipant le changement climatique et en s'y adaptant.

Marie-Galante est, à ce jour, la première île française à s'être engagée dans cette démarche. « C'est le premier PTGE ultramarin, et c'est pour cela qu'il est notable »,



La station d'épuration (STEP) de Domblière a été inaugurée en 2025. Elle a été réalisée en filtres plantés de végétaux, une première à Marie-Galante. Cette technologie permet de réduire les coûts d'exploitation tout en étant plus qualitative d'un point de vue paysager. Une zone de rejet végétalisée a aussi été intégrée au projet, une première dans la Caraïbe.



Un projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) a été lancé le 12 juin 2026 à Marie-Galante, île rattachée à la Guadeloupe.

souligne Frédéric Florent-Giard, chargé de mission Eau et Biodiversité pour les outre-mer au ministère de la Transition écologique. « *Un deuxième projet devrait prochainement émerger à Saint-Martin. Mayotte, après la sécheresse de 2023, a aussi engagé une réflexion en ce sens, mais le territoire ne semble pas vouloir s'emparer de cet outil* » qui vise à faire s'accorder sur un territoire l'offre et la demande en eau. « *Dans un contexte où les besoins surpassent ce que la nature peut offrir comme ressource en eau tout en conservant ses équilibres, le PTGE permet de se projeter, d'anticiper les crises* », poursuit-il. « *Marie-Galante, marquée par une double insularité – on y nomme la Guadeloupe « le continent » – est un magnifique laboratoire pour le lancement du premier PTGE d'outre-mer.* »

ANTICIPER ET S'ADAPTER POUR UNE MEILLEURE GESTION DE LA RESSOURCE

Johann Legras, directeur de l'ingénierie et du développement durable à la Communauté de Communes de Marie-Galante (CCMG), pilote la mise en œuvre du projet de territoire pour la gestion de l'eau. Il attend d'ici la rentrée les résultats du diagnostic des usages et des consommations, actuellement réalisé par le bureau d'études Artelia. « *Les premiers éléments qui ressortent de l'étude sont encourageants, car il apparaît que de nombreuses mesures ont déjà été mises en place par les acteurs locaux* », indique-t-il. Une restitution collective sera organisée en septembre pour dresser le bilan des consommations actuelles et identifier des pistes d'amélioration secteur par secteur. Un plan d'action sera ensuite coconstruit en vue d'une gestion pérenne de la ressource, préservant notamment la nappe phréatique de l'île, dont le niveau, bien qu'encore satisfaisant, accuse une tendance à la baisse depuis 15 ans.

Parmi les solutions à l'étude figure la réutilisation des eaux usées traitées, aujourd'hui rejetées en mer. Marie-Galante a d'ailleurs été désignée lauréate de l'appel à projets lancé par le Cerema¹ pour la réutilisation des eaux usées en zone littorale. « *Une manière, à terme, de préserver la ressource en utilisant les eaux usées traitées pour le lavage de la voirie, les processus industriels ou l'arrosage* », précise Johann Legras.

Premier projet de territoire pour la gestion de l'eau initié en outre-mer, cette démarche portée par la CCMG ambitionne également d'anticiper les effets du changement climatique sur un territoire régulièrement soumis à des sécheresses en période de carême. Gestion raisonnée de la ressource, innovation, valorisation des eaux usées pour préserver le milieu marin : autant d'objectifs qui font aujourd'hui de Marie-Galante un précurseur à l'échelle de la Caraïbe.



Ci-dessus : réservoir réhabilité par la CCMG et opération de renforcement de l'accès à l'eau potable à Marie-Galante. |

¹ Le Cerema, référent public en aménagement, mobilise son expertise au service de l'État, des collectivités et des entreprises pour adapter les territoires au défi climatique.

PROJET CAMAC : CONCILIER PROTECTION DE LA MÉGAFAUNE MARINE ET ACTIVITÉS HUMAINES DANS LA CARAÏBE

+ d'info ici : [Le projet CAMAC](#)

LE CENTRE D'ACTIVITÉS RÉGIONAL POUR LE PROTOCOLE SPAW¹ PARTICIPE DEPUIS 2023 AU PROJET CAMAC – CARIBBEAN MARINE MEGAFAUNA AND ANTHROPOGENIC ACTIVITIES – GRÂCE À LA COOPÉRATION ENTRE ACTEURS ÉCONOMIQUES ET DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

Les mammifères et oiseaux marins, raies, requins et tortues marines, qui forment la mégafaune marine, ont des habitats dans lesquels se déroulent de nombreuses activités humaines telles que la pêche, le transport ou encore le tourisme. Le projet CAMAC est né d'un partenariat entre le sanctuaire Agoa et le CAR-SPAW, complété par le WWF-Netherlands et WIDECAST, le réseau de conservation des tortues marines de la Caraïbe, qui agit en faveur des populations de tortues marines en déclin. Le but est de comprendre les impacts négatifs de ces interactions pour la mégafaune – blessures, changement de comportements... – et pour les hommes : dégradation des engins de pêche... L'enjeu de la seconde phase du projet CAMAC 2025-2027, financée sur fonds européens Interreg-Caraïbes, est d'améliorer la connaissance afin de produire des recommandations pour les décideurs et permettre une meilleure cohabitation.

UN PROJET PARTENARIAL NÉCESSAIRE

Pour comprendre ces interactions, le projet CAMAC mobilise l'ensemble des acteurs de la région pour récolter des données sur les espèces animales, sur les captures accidentelles dans les petites pêcheries côtières, ou encore sur les échouages de tortues et de mammifères marins, grâce à la structuration de réseaux d'acteurs caribéens. En raison de sa grande mobilité, la mégafaune marine représente en effet un patrimoine naturel commun aux territoires de la Caraïbe, qui ne peut être protégé qu'en concertation.

Un axe stratégique du projet porte par ailleurs sur la sensibilisation, à travers le développement d'un catalogue répertoriant tous les outils pédagogiques disponibles dans la Caraïbe (CAMACATA), et par le jumelage de classes de différents territoires.

LE CAR-SPAW IMPLIQUÉ SUR LA THÉMATIQUE DES PÊCHERIES...

Travaillant en collaboration étroite avec la Commission des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest (COPACO), le CAR-SPAW s'est naturellement positionné comme pilote de l'axe de travail visant à cartographier les prises accidentelles dans la Région Caraïbe.

Un protocole d'enquête sociale basé sur une approche de recherche collaborative en matière de pêche, ainsi qu'une analyse de données statistiquement robuste sont mis en œuvre avec l'expertise de Tony Nalovic, ingénieur halieutique et président de Fishing Cleaner, et Carlos Tamayo, expert en biostatistique chez Seasearch Analytics. Des formations ont actuellement lieu en République dominicaine, à Porto Rico, en Colombie et en Haïti auprès de futurs enquêteurs qui organiseront ensuite des entretiens avec les pêcheurs artisanaux de leurs régions. L'enjeu de ce déploiement sur ces quatre sites pilotes est d'obtenir un premier retour d'environ 600 enquêtes, pour permettre une analyse statistique fiable, avant de déployer le protocole à l'échelle de la Région Caraïbe.

... ET LA MISE EN PLACE DES RÉSEAUX ÉCHOUAGES

En lien avec WIDECAST (Wider Caribbean Sea Turtle Conservation Network), le CAR-SPAW participe à la structuration du réseau échouages tortues marines, et au renforcement du réseau échouages mammifères marins. Les résultats et recommandations issus du projet CAMAC seront présentés par le CAR-SPAW et ses partenaires aux gouvernements de la Grande Région Caraïbe, notamment lors des prochaines conférences des Parties du protocole SPAW.

¹ Le protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées de la Grande Région Caraïbe (ou Specially Protected Area and Wildlife) est l'un des trois protocoles de la convention de Carthagène, pour la protection de la mer des Caraïbes.



LUCIE BAUER, CHEFFE DU PROJET CAMAC AU SEIN DU SANCTUAIRE AGOA / OFB

« Ces 12 derniers mois ont été consacrés à finaliser les divers protocoles d'entretien, de collecte de données, etc. et à construire des réseaux solides de partenaires. Un des enjeux de ce projet est en effet de réussir à faire travailler ensemble une multiplicité d'acteurs –

chercheurs, ONG, gouvernements... – malgré les différences de contexte politique, législatif et culturel de chaque territoire. Réussir à créer ces réseaux de coopération caribéens, c'est tout le défi du projet CAMAC, mais c'est également ce qui le rend passionnant ! »



GUYANE

LA STATION DES NOURAGUES, UN BIJOU SCIENTIFIQUE QUI FÊTE SES 40 ANS



Cette station de recherche en écologie forestière est un lieu unique pour étudier les forêts tropicales et leur biodiversité. © Enzo Dubesset

FONDÉE EN 1986, LA STATION DE RECHERCHE DES NOURAGUES EST LE LABORATOIRE LE PLUS INACCESSIBLE DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS). IMPLANTÉE EN GUYANE AUSSI LOIN QUE POSSIBLE DE TOUT IMPACT DIRECT DES ACTIVITÉS HUMAINES, ELLE S'EST IMPOSÉE COMME UN SITE DE RÉFÉRENCE POUR COMPRENDRE LES ÉCOSYSTÈMES FORESTIERS TROPICAUX ET LEURS DYNAMIQUES.

Une poignée de carbets de bois enserrés dans un océan de verdure, quelques panneaux solaires, et un sentiment d'isolement étrangement apaisant. Partout, l'horizon se heurte au mur amazonien et à ses mille nuances de vert. Pour s'en extraire et retrouver une présence humaine, il faut prendre l'hélicoptère ou rallier Régina, un petit bourg créole situé sur les rives de l'Approuague, à plus de cinq heures de pirogue.

Depuis 1986, la station des Nouragues, installée dans l'est de la Guyane, est dédiée à la compréhension des forêts tropicales. Cette zone reculée fait partie des plus protégées de France, sanctuarisée dès 1995 avec la création de la réserve naturelle nationale (RNN) éponyme. « *La station n'est pas localisée dans une forêt primaire au sens propre, mais dans un écosystème de forêt mature parmi les moins perturbés du territoire. C'est ce qui se rapproche le plus d'un point de référence écologique, d'où son intérêt exceptionnel pour conduire des programmes de recherche* », explique Audrey Heyraud, la coordinatrice de cet avant-poste scientifique.

UNE HISTOIRE ANCIENNE

Jusqu'au XIX^e siècle, cette région était pourtant très anthropisée, avec notamment la présence du peuple autochtone des « Noraks », décimé par la colonisation et dont seul le nom – transcrit en Nouragues – ainsi

que les roches à polissoirs¹ visibles le long de la crique Arataï, un des principaux affluents de l'Approuague, font encore mémoire.

Les criques² de la région furent ensuite le théâtre des multiples ruées ayant marqué l'histoire guyanaise. L'or, bien sûr, avec la découverte de la première pépite sur l'Arataï dès 1855, mais aussi le bois de balata, cette gomme qui préfigurait le caoutchouc industriel, ou encore le bois de rose, une essence prisée des parfumeries européennes.

Dans les années 70, ces fièvres se sont largement éteintes et la région n'est guère plus fréquentée que par quelques chasseurs quand les premiers botanistes et surtout, des zoologistes, commencent à y voir un intérêt scientifique. « *Les premiers chercheurs étaient rattachés à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et au Museum national d'Histoire naturelle (MNHN). Ils montaient pour plusieurs mois en forêt et étudiaient principalement les dynamiques faune-forêt, en regardant par exemple les régimes alimentaires d'animaux qu'ils chassaient eux-mêmes* », détaille Jérôme Chave, directeur scientifique de la station depuis 2007 et écologue spécialisé en dynamiques forestières. À l'époque, on est encore loin du camp actuel et de ses airs de petit village forestier. Il n'y a pas encore de bâtiment en dur où accrocher son hamac, de frigo, ou de salle climatisée pour entreposer le matériel scientifique.

¹ Les polissoirs servaient à travailler les outils dont les Amérindiens avaient besoin pour chasser, déforester, construire ou se défendre.

| ² En Guyane, une crique ne désigne pas une anse maritime, mais un cours d'eau qui traverse la forêt avant de se jeter dans un fleuve.



Canopée de la forêt tropicale humide et mer de nuages à perte de vue, depuis l'Inselberg – dôme rocheux – des Nouragues. © Enzo Dubesset
| Enzo Dubesset, auteur de cet article au long cours, a réalisé une immersion d'une semaine en mai dans la station de recherche des Nouragues.

« Les conditions de vie étaient très rudimentaires, nous mangions mal et nous dormions dans un carbet de la précédente expédition que nous avons reconstruit. Au moindre problème, un paludisme ou une infection, il fallait trouver un moyen de redescendre en trouvant un orpailleur légal qui travaillait dans le coin. C'était vraiment une autre époque », se souvient Pierre-Michel Forget, écologue spécialisé dans la régénération forestière, dont la première expédition remonte à juillet 1984, lorsqu'il avait 23 ans.

UNE STATION INTERNATIONALE

Cette page des « aventuriers-explorateurs » se tourne à la saison sèche de 1986 lorsqu'une poignée de chercheurs décident d'implanter un campement permanent à une dizaine de kilomètres de la rivière Arataï, près d'un Inselberg, un massif granitique qui perce la canopée à la flore bien moins dense, mais très singulière. Et, après plusieurs bisbilles entre institutions scientifiques, c'est finalement le CNRS qui endosse la paternité du projet.

Avec son petit frère de Pararé, entré en service à la fin des années 2000 sur l'Arataï, ce camp « Inselberg » forme toujours l'ossature de la station des Nouragues. Un layon de huit kilomètres traversant des bas-fonds marécageux et d'envoûtantes forêts de lianes assure toujours la liaison, même si l'hélicoptère est désormais incontournable.



La station, qui accueille des scientifiques du monde entier, compte deux sites, Pararé et Inselberg, ce dernier portant le nom de cette colline géologique granitique, située à proximité du camp. © E. Dubesset



La capacité d'accueil est limitée à 25 personnes sur le camp Inselberg et à 20 sur le camp Pararé. La station reçoit environ 200 visiteurs par an. Le camp Inselberg « est adapté à l'étude des communautés végétales et animales des forêts de plateaux et de hauts reliefs », informe le CNRS.

En quelques années, la station, qui bénéficie désormais d'un certain degré de confort et de la stabilité politique propre à la France, attire des chercheurs de toute l'Europe. Les études, d'abord concentrées sur les interactions entre la forêt et les animaux, s'élargissent à l'étude d'espèces spécifiques – notamment des chauves-souris, primates et amphibiens – mais aussi à la compréhension des cycles du carbone ou de l'azote, des préoccupations de plus en plus d'actualité, avec la pression grandissante du dérèglement climatique. Aujourd'hui, la station accueille chaque année une vingtaine de projets scientifiques, et près de 120 chercheurs, dont un tiers rattaché à des universités étrangères.

DES INVENTAIRES ET DES DÉSILLUSIONS

Des parcelles sont aussi progressivement inventoriées sur le camp Inselberg puis à Pararé, et sont désormais recensées tous les cinq ans, sur une centaine d'hectares. Environ 17500 arbres de plus de 10 centimètres de diamètre ont ainsi été mesurés sur une superficie de 32 hectares avec, pour certains, 30 ans de recul sur les données. « Avec la station de Paracou implantée sur le littoral³, nous avons un jeu de données unique au monde, essentiel pour comprendre la capacité d'une forêt à se régénérer et le rôle de facteurs extérieurs comme les changements climatiques », résume Jérôme Chave. Ces données ont notamment permis

de calibrer le satellite Biomass, mis en orbite depuis la Guyane en avril 2025, dont l'objectif est de mesurer la biomasse des forêts tropicales à travers le monde. L'aventure scientifique avait d'ailleurs commencé dès 2009, avec la participation, déjà, de scientifiques affiliés aux Nouragues.

Tous les projets n'ont pas été couronnés d'autant de succès, comme le rappellent les tours de 45 mètres de haut du « Copas » qui prennent la rouille à deux pas du camp Pararé et les câbles supposés les relier, envahis par les épiphytes. Ce dispositif ambitieux, censé permettre un « accès permanent à la canopée » sur plus de 1,5 hectare, a été théorisé dans les années 90, à l'époque où les cimes forestières étaient perçues comme une nouvelle frontière heuristique⁴.

Génial d'un point de vue scientifique, ce concept n'a vu le jour qu'en 2014 et s'est avéré mal adapté au milieu tropical et finalement trop coûteux en entretien. En 2020, la baisse de fréquentation liée au Covid-19 sonne son glas. Mais s'il s'avère aujourd'hui un casse-tête à démanteler, le Copas aura tout de même eu le mérite de faire connaître la station et de revitaliser le camp Pararé. Parmi les chercheurs ayant suivi la mésaventure, plusieurs mettent en balance cet échec avec les réussites du quotidien, moins médiatiques, comme la découverte de nouvelles espèces, ou les publications régulières dans de prestigieuses revues scientifiques internationales.

³ Administrée par le Cirad, voir notre article [ICI](#). | ⁴ Relatif aux méthodes qui favorisent la découverte à partir de connaissances partielles.



De haut en bas : à huit kilomètres du camp Inselberg, le camp Pararé est accessible en 30 minutes d'hélicoptère depuis Cayenne ou en cinq heures de pirogue depuis le village de Régina. Proche de la rivière Arataye, « *il est idéal pour l'étude physique et biologique des rivières et des forêts riveraines* », précise le CNRS. | Chercheur en forêt. | Audrey Heyraud, coordinatrice scientifique de la station des Nouragues.

AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE

40 ans après la naissance de la station, les défis restent encore nombreux pour les Nouragues. Certes, l'orpailage illégal qui a longtemps pollué la vie des chercheurs n'est plus vraiment d'actualité dans l'aire de la réserve contrairement au reste de la Guyane, où ce fléau est en plein regain. Depuis 2006 et le double meurtre sordide de deux agents de la station, Capi et Domingo, qui à l'époque, avait menacé le site de fermeture définitive, la zone est devenue un objectif prioritaire de la lutte contre l'orpailage illégal (LCOI).

L'épée de Damoclès est plutôt financière. Comme le reste de la recherche publique, le CNRS fait face à des coupes drastiques – dont la dernière, de 20 millions d'euros sur le budget 2026, a été annoncée en mars – qui se répercutent jusqu'au fond de la Guyane.

D'autant qu'aux Nouragues, on doit déjà composer avec les surcoûts liés à l'éloignement et à la cherté indécente de la vie guyanaise.

Dans les carbets de Pararé, on se demande désormais ouvertement si un des deux camps va bientôt devoir être fermé et on tente de se rassurer : en dépit de toutes les avancées technologiques comme l'usage de l'ADN environnemental qui permet de recréer un écosystème en laboratoire, il faudra toujours des têtes de pont où prélever des données.

Et en cela, l'écosystème unique des Nouragues et ses riches inventaires n'ont pas à rougir de la compétition internationale. De quoi les rendre attrayants pour les 40 prochaines années ?

Rédaction et reportage : Enzo Dubesset

LITTORAL GUYANAIS : INAUGURATION DU NOUVEAU SENTIER DE LA POINTE LIBERTÉ

LE 17 JUIN, LE SENTIER DE LA POINTE LIBERTÉ A ÉTÉ INAUGURÉ, DONT UNE PORTION ACCESSIBLE AUX PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE. FORÊTS DES CORDONS SABLEUX, MARAIS, PLAGE, MANGROVES EN FAÇADE MARITIME ET ESTUARIENNE... LE PUBLIC EST INVITÉ À (RE)DÉCOUVRIR LES MILIEUX NATURELS DE CE SITE REMARQUABLE DE MACOURIA, PROTÉGÉ PAR LE CONSERVATOIRE DU LITTORAL.

UN SENTIER AU CŒUR DE LA POINTE

À Macouria, petite ville côtière distante d'une trentaine de kilomètres de Cayenne et Kourou, le site de la Pointe Liberté, protégé par le Conservatoire du littoral depuis 2015, avoisine les 120 hectares. Il est géré depuis 2021 par la commune et l'association Kwata, spécialisée dans l'étude, la gestion et la préservation de l'environnement en Guyane. « *L'objectif de cette cogestion est de préserver ce site naturel, tout en le maintenant accessible pour des activités de découverte et de valorisation durable et respectueuse* », explique-t-elle.

Parmi les projets d'aménagement de la pointe, le Conservatoire et ses partenaires viennent d'achever la création d'un sentier de découverte couvrant environ

2 400 mètres au cœur de la nature préservée du site. Pour ne pas fragiliser les sols, un cheminement doux a été déployé à partir de lames de platelage en bois, conçues pour créer des chemins d'accès s'appuyant seulement sur une série de plots, tout en offrant à l'usager un confort de marche et un point de vue surélevé.

UN ITINÉRAIRE PENSÉ POUR LES PMR

Une partie du parcours, longue de 300 mètres, répond entièrement aux normes d'accessibilité prévues pour les personnes à mobilité réduite (PMR). Une première en Guyane pour une installation de cette ampleur, qui reflète la volonté du Conservatoire de tenter d'intégrer cet enjeu à l'ensemble de ses futurs aménagements.





MATTHIEU DELFAULT,
CHARGÉ DE MISSION
AMÉNAGEMENT
ET GESTION AU
CONSERVATOIRE
DU LITTORAL

« Ce sentier a été pensé dans une logique de durabilité et de cohérence vis-à-vis des atouts de la zone afin de s'intégrer au mieux aux paysages diversifiés qu'offre le site. Les aménagements en bois et le métal ont été prioritaires, en résonance aux vestiges historiques encore visibles et à l'omniprésence de la nature environnante. Afin de permettre l'accès aux PMR, les 300 premiers mètres de ce parcours sont aisément praticables par le biais d'un platelage surélevé. Ce tronçon permet ainsi de cheminer le long d'une plage, puis d'une mangrove, avant d'arriver à un poste d'observation adapté. Le reste du sentier s'insère lui volontairement de manière minimaliste dans un écrin de nature préservée et plus « brute ».



LOUNA MONIER,
ALTERNANTE
EN MASTER
PROTECTION
DES PATRIMOINES
À L'UNIVERSITÉ
DU MANS

« L'aménagement de la Pointe Liberté a permis de mettre en valeur l'histoire riche et insoupçonnée du paysage culturel qui la caractérise. Après une année de collecte d'archives, d'échanges et d'analyses géomorphologiques, l'histoire du territoire auparavant inconnue a été reconstituée. Elle est désormais présentée dans une scénographie thématique, composée de plusieurs panneaux en acier corten faisant rappel aux anciennes épaves de navires échoués sur le rivage. Depuis l'entrée du site qui se fait par la route, jusqu'à son extrémité littorale qui fait face à l'estuaire et l'île de Cayenne, plusieurs stations informatives offrent ainsi une lecture bio-culturelle des espaces observables. »



Inauguration du sentier de la Pointe Liberté en Guyane, le 17 juin 2026, en présence de nombreuses personnalités. Ici, le maire de Macouria vient d'officialiser l'ouverture du sentier en coupant à coup de machette la liane qui tenait lieu de « ruban ». © Conservatoire du littoral

LA COMMUNE DE MACOURIA ET L'ASSOCIATION KWATA, LES DEUX COGESTIONNAIRES DU SITE

« L'inauguration du sentier de la Pointe Liberté met en lumière l'importance des aménagements réalisés pour garantir l'accessibilité du site, notamment pour les personnes à mobilité réduite, afin que chacun puisse profiter pleinement de cet espace de détente, de sport et de découverte », exprime Gilles Adelson, maire de Macouria, avant de poursuivre : « Une ville inclusive est une ville pensée pour tous. À Macouria, nous poursuivons notre engagement pour développer des espaces accessibles, favorisant l'autonomie, l'inclusion et la qualité de vie pour chacun, afin d'autoriser chaque Guyanais à s'approprier la nature de son environnement. »

« Ce sentier va permettre la découverte du site et de ses patrimoines par les usagers, en accès libre bien évidemment », indique Benoît de Thoisy, directeur et conseiller scientifique de l'association Kwata. « Mais il va aussi devenir, avec sa scénographie associée, un outil important pour nos actions de sensibilisation et de découverte de l'environnement, que nous menons auprès des scolaires, d'autres associations... Dans des conditions confortables, même pour les plus jeunes, les 300 premiers mètres vont permettre la découverte de différents habitats naturels du site, la plage, la mangrove, les marais, la forêt du cordon sableux : un résumé de la diversité du littoral, à l'échelle des petits visiteurs ! »

FAIRE ATERRIR LA COOPÉRATION RÉGIONALE COMME CLÉ DE LA RÉSILIENCE DES AGRICULTURES DE L'OCÉAN INDIEN

RENFORCER LA RÉSILIENCE DES TERRITOIRES FACE AUX DÉFIS SANITAIRES, ENVIRONNEMENTAUX ET AGROÉCOLOGIQUES, C'EST TOUT L'ENJEU DE TROIS PROJETS DE COOPÉRATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE MIS EN ŒUVRE PAR LE CIRAD ET SES PARTENAIRES DANS LE SUD-OUEST DE L'OCÉAN INDIEN.

Peut-on lutter durablement contre des espèces invasives responsables de dégâts sur les cultures locales à fort potentiel économique, sans recourir à des pratiques néfastes pour le milieu et les populations ? Face à la nécessité de renforcer les écosystèmes par la réintroduction d'espèces indigènes et endémiques – et à l'engouement des populations, institutions et professionnels pour ces espèces –, comment faciliter l'appropriation de techniques de production efficaces ? Malgré la faible utilisation de ce terme, l'agroécologie existe-t-elle déjà dans l'océan Indien, hors Mayotte et La Réunion, et comment les pratiques locales peuvent-elles être valorisées et soutenues, pour et avec les populations qui en ont le plus besoin ? Afin de répondre à ces questions, démonstration par l'exemple avec trois projets portés par le Cirad.



HÉLÈNE DELATTE, ENTOMOLOGISTE
AU CIRAD ET DIRECTRICE DU PÔLE
DE PROTECTION DES PLANTES (3P)

« Redoutablement polyphage¹, la mouche orientale des fruits *Bactrocera dorsalis* pond ses œufs sous la peau du fruit, puis les larves s'y développent en se nourrissant de la pulpe, rendant le fruit impropre à la consommation. À La Réunion, où cet insecte considéré comme invasif depuis 2017 s'est propagé en à peine six mois, plus de 50 espèces de fruits sont déjà atteintes, mettant en danger les productions fruitières locales ainsi que leur potentiel d'export.

Face au faible parasitisme naturel et à l'impossibilité de recourir massivement aux insecticides, le projet de biocontrôle BactroTIS, basé sur la technique de l'insecte stérile, a pour objectif de réduire les populations de mouches sous le seuil de nuisance. D'octobre à mars, des centaines de milliers de mâles et femelles élevés chaque semaine par la biofabrique La Coccinelle seront stérilisés par rayons X, avant d'être relâchés. L'enjeu : parvenir à des zones exemptes de *Bactrocera dorsalis*. Ce projet innovant est mené dans le cadre du dispositif régional de recherche et de formation Biocontrôle-OI. Cette construction partenariale créée en 2022 se consacre à l'épidémiologie des végétaux et au biocontrôle des ravageurs de l'agriculture, réunissant 11 partenaires issus de six territoires du sud-ouest de l'océan Indien. »



Visite des élevages de mouches des fruits au laboratoire d'entomologie du Pôle de Protection des Plantes (3P) du Cirad, à Saint-Pierre. Les larves sont élevées dans un milieu composé de drêche de bière broyée, mélangée à des liquides de délevurage. © Cirad

¹ Se dit d'un organisme se nourrissant d'aliments variés. | ² La phénologie est l'observation d'événements naturels cycliques et saisonniers.



JOËL HUAT, ADJOINT
AU DIRECTEUR
RÉGIONAL EN CHARGE
DE LA COOPÉRATION
RÉGIONALE OCÉAN
INDIEN ET CHERCHEUR
AGRONOME



ÉRIC RIVIÈRE, ÉCOLOGUE AU CIRAD

« Bien que l'usage d'espèces végétales indigènes et endémiques soit de plus en plus plébiscité dans les projets de restauration écologique, d'aménagement paysager urbain et périurbain, les pépiniéristes des différentes îles de l'océan Indien peinaient à assurer une production pérenne de plants. C'est dans ce contexte que nous avons imaginé un ouvrage technique de vulgarisation, destiné aux gestionnaires de milieux naturels et producteurs de plants, de même qu'aux particuliers. Ancré dans une démarche de recherche-action, ce document regroupe 100 fiches d'itinéraires de production, élaborées à partir de plus de 30 ans de données collectées dans le cadre de travaux sur l'écologie de la germination ; en laboratoire, en pépinières ou lors de suivis phénologiques² sur le terrain. Cet ouvrage pratique s'accompagne d'ateliers de formation dédiés aux associations, aux collectivités et gestionnaires de milieux naturels. »

« Ce recueil est l'aboutissement d'un travail d'inventaire et d'évaluation des pratiques agroécologiques en usage dans les systèmes maraîchers et vivriers de Madagascar, des Comores, de Maurice et des Seychelles, mené dans le cadre du programme SANOI – Sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le sud-ouest de l'océan Indien – financé par l'Union européenne.

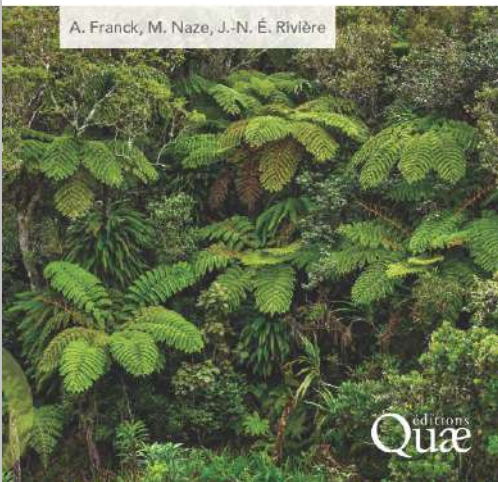
Conçu à partir d'ateliers de dialogue avec les porteurs de projets locaux, de la collecte des données secondaires existantes et de l'évaluation multicritère – durabilité économique, environnementale, sociétale – de pratiques éprouvées, il constitue un support de préconisations aux agriculteurs et aux conseillers agricoles pour accompagner la transition agroécologique. Ce projet illustre la capacité des acteurs régionaux à travailler collectivement à la réduction des intrants chimiques et à produire des connaissances agroécologiques contextualisées, pour une agriculture respectueuse de l'environnement, de la santé humaine, mais aussi des revenus des producteurs. »

Guide
pratique

Reconquérir la biodiversité végétale du Sud-Ouest de l'océan Indien

100 fiches pratiques
de multiplication d'espèces indigènes

A. Franck, M. Naze, J.-N. É. Rivière



éditions
Quæ

Paru en avril, ce guide pratique contribue à diffuser des données capitalisées depuis plus de 30 ans par le Cirad à La Réunion dans le bassin de l'océan Indien. [+ d'info ici](#) : [Télécharger](#)

L'AGRO-ÉCOLOGIE EN ACTION dans les îles du Sud-Ouest de l'océan Indien

RECUEIL DE PRATIQUES inventoriées et évaluées
en productions maraîchères et vivrières



Projet APTAE-OI



Au travers d'expériences concrètes, de conseils techniques et de références régionales, ce recueil ouvre la voie vers une agriculture en harmonie avec son environnement. [+ d'info ici](#) : [Télécharger](#)

ÎLE DE LA RÉUNION

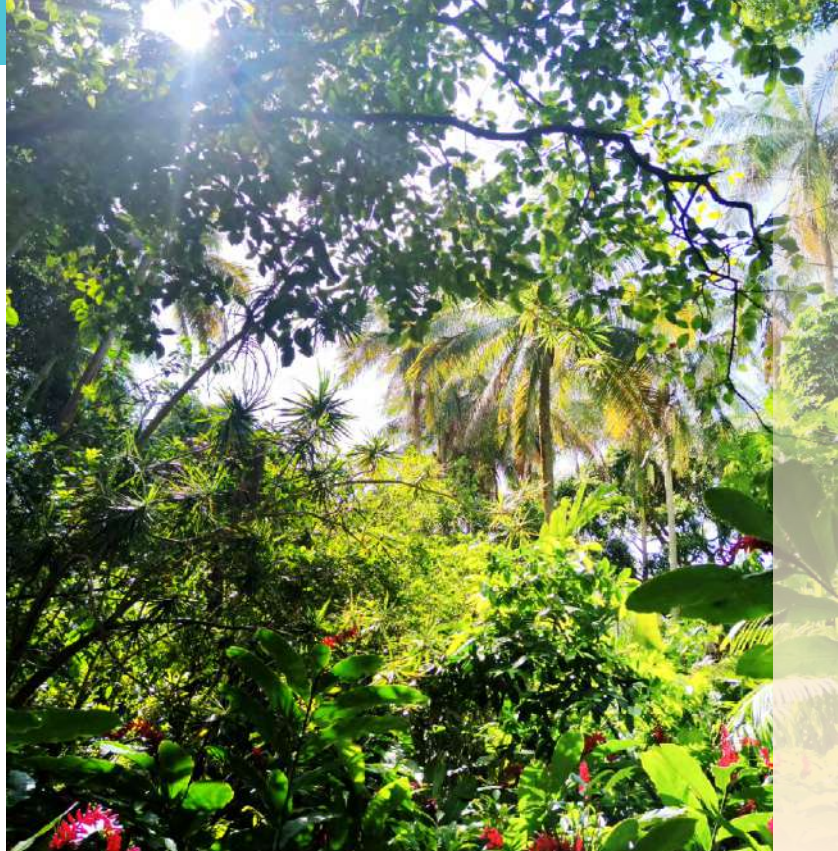
UN JARDIN CRÉOLE OÙ POUSSENT LES ÉPICES DU MONDE ENTIER

À SAINT-PHILIPPE, DANS LE SUD SAUVAGE, LE JARDIN DES PARFUMS ET DES ÉPICES INVITE À UN VOYAGE SENSORIEL. ENTRE CANNELLE, VANILLE, CACAO ET ARBRES CENTENAIRES, MATHIEU FONTAINE PERPÉTUE UN HÉRITAGE FAMILIAL TOUT EN DÉFENDANT UNE AGRICULTURE LOCALE PLUS AUTONOME ET RÉSILIENTE.

ENTRÉE DANS UN PARADIS VERT

Dès les premiers pas au Jardin des Parfums et des Épices, les odeurs vous accompagnent subtilement. Le parfum des agrumes se mélange à celui de la cannelle humide, du girofle ou des fleurs de bigaradier. Le vent fait bruisser les feuilles, les oiseaux couvrent parfois les voix des visiteurs.

À Mare-Longue, dans les hauteurs verdoyantes de Saint-Philippe, le jardin ressemble à une petite forêt tropicale cultivée. Ici, rien n'est aligné comme dans une plantation classique. Les cultures se mélangent, s'entremêlent, grimpent, croissent à différentes hauteurs. « *Le jardin, c'est un mélange* », sourit Mathieu Fontaine, 33 ans, paysan-producteur d'épices et guide sur l'exploitation familiale. Sur les 37 hectares, dont quatre ouverts à la visite, plus d'un millier d'espèces et variétés cohabitent : vanille, curcuma, cacao, muscade, cardamome, poivres, cannelle ou encore arbres à pain. Certaines plantes sont endémiques, d'autres viennent de l'autre bout du monde. « *Je trouve fascinant de voir que la muscade ou le girofle peuvent pousser ici grâce au climat réunionnais* », raconte-t-il.



Le Jardin des Parfums et des Épices est le premier jardin privé de l'île à avoir ouvert ses portes au public. Depuis 1989, des visites permettent ainsi de découvrir ce lieu unique rassemblant plantes à parfums, à épices, plantes médicinales, d'ébénisterie, d'ornement...

UN HÉRITAGE TRANSMIS DE GÉNÉRATION EN GÉNÉRATION

Le jardin raconte aussi une histoire familiale. Celle d'un père revenu de métropole à la fin des années 1970 pour faire revivre les terres de Mare-Longue et ouvrir, une dizaine d'années plus tard, le premier jardin privé de La Réunion devenu accessible au public. « *On disait à mon père que ça ne marcherait pas* », se souvient Mathieu Fontaine. « *Mais il voulait montrer que l'agriculture fait partie de l'identité réunionnaise.* » Aujourd'hui encore, père et fils travaillent ensemble. « *C'est génial de pouvoir échanger les savoir-faire avec lui. Comme partout, il y a parfois des hauts et des bas, mais je suis fier des choix de ma famille.* » Au fil des visites, Mathieu partage aussi une certaine vision de l'agriculture : plus diversifiée, plus résiliente, plus proche des écosystèmes naturels.



Ci-contre : le curcuma, rhizome d'une plante herbacée.

UNE AGRICULTURE EN ACCORD AVEC LA NATURE

Ici, les cultures poussent selon les principes de l'agroforesterie. Sous les grands arbres, la vanille grimpe à l'ombre, tandis que le curcuma et la cardamome occupent les étages inférieurs. Certaines zones ont été reboisées avec des espèces indigènes. D'autres plantes, quant à elles invasives, comme l'avocat marron ou le tabac-bœuf, ont été retirées progressivement. « *L'idée, c'est de recréer un équilibre proche de celui de la forêt* », ajoute Mathieu Fontaine. Cette diversité permet aussi de produire toute une gamme de produits transformés : mélanges d'épices saisonniers, cacao épicé, rhums arrangés ou farines d'arbre à pain.

Depuis quelques années, la famille replante d'ailleurs davantage d'espèces nourricières. L'autonomie alimentaire est primordiale pour le guide péi : « *Il faut planter plus de cultures vivrières. On ne peut dépendre uniquement des importations. Et l'on essaye de planter une petite graine dans ce sens pendant les visites du public et de faire en sorte de sensibiliser les jeunes générations* ».

Rédaction et interview : Pierre-Yves Fouché



MARE-LONGUE, IMMERSION DANS UNE FORÊT TROPICALE UNIQUE

À quelques minutes du jardin débute la forêt primaire de Mare-Longue, un des ultimes vestiges de forêt de bois de couleurs des bas de La Réunion. Classée au Patrimoine mondial de l'UNESCO et ayant pris racine sur une coulée de lave d'environ 400 ans, cette forêt humide tropicale de basse altitude abrite une biodiversité exceptionnelle : fougères géantes, grands nattes, bois de pomme, orchidées et plantes épiphytes accrochées aux troncs volcaniques.

« *Plus on monte, plus on découvre des paysages incroyables. Les fougères deviennent immenses, les roches volcaniques apparaissent partout... Il faut le voir pour comprendre* », décrit Mathieu Fontaine. Un décor luxuriant qui rappelle à quel point La Réunion est une île jeune, vivante et profondément liée à son volcan.



Ci-dessus : Mathieu Fontaine transmet avec passion ses connaissances de la flore exubérante composant le jardin familial, tout en invitant les visiteurs à reconnaître au goût et à l'odorat les épices les plus communes de l'île.



D'UNE « MAISON DE LA BIODIVERSITÉ » À UN TIERS LIEU DU VIVANT AU TÉVELAVE

DANS LE VILLAGE RÉUNIONNAIS DU TÉVELAVE, À 900 MÈTRES D'ALTITUDE, UNE PROPRIÉTÉ DÉPARTEMENTALE A VOCATION À DEVENIR UN OUTIL DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION AUX DIFFÉRENTES FACETTES DE LA BIODIVERSITÉ. L'OBJECTIF AFFICHÉ PAR LE DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION EST DE FAIRE RENAÎTRE CE SITE ET LE TRANSFORMER EN LIEU DE DÉMONSTRATION, DANS UN ESPRIT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

LA MISE EN VALEUR DU DOMAINE DU BOIS LAURENT MARTIN

Le Département de La Réunion a fait de l'éducation à l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité des priorités inscrites dans son plan de transition écologique adopté en 2020. À ce titre, il a acquis dans la commune des Avirons deux parcelles d'une superficie globale de 5,5 hectares destinées à accueillir « un centre dédié aux interactions entre les activités humaines et l'environnement en milieu rural ». Initialement dénommé « Maison de la biodiversité » et centré sur la construction d'un équipement, le projet a évolué vers la valorisation du site dans son ensemble, à travers une future scénographie, le développement d'activités pédagogiques et des expérimentations en faveur de la reconquête de la biodiversité.

Bras-Sec les Hauts, le quartier du Tévelave qui accueille le site, a vu naître en 1937 Thérésien Cadet, pionnier dans la recherche et l'étude de la biodiversité sur la flore des Mascareignes. Tout un symbole pour ce lieu en plein renouveau rebaptisé « Domaine du Bois Laurent Martin », d'après l'arbuste endémique *Forgesia racemosa* aux fleurs roses pendantes en forme de clochettes, qui était particulièrement cher au botaniste.

DES ESPACES À « FAIRE PARLER » DANS UN TIERS-LIEU DU VIVANT INÉDIT

Le domaine abrite un jardin créole typique des Hauts de l'île, des parcelles agricoles actuellement en friche et une étendue forestière où seront reconstitués des corridors écologiques. Dans ces trois espaces, les pratiques restent à adapter pour lutter contre les espèces exotiques envahissantes. En raison de la présence d'une source en amont, d'un paysage façonné par les eaux pluviales et d'une biodiversité indicatrice du changement climatique, le site revêt une dimension pédagogique très intéressante sur les thématiques « eau » et « climat », se prêtant tout particulièrement aux activités d'expérimentation en matière de restauration écologique et paysagère.

À la lisière du Parc national de La Réunion, ce domaine dédié à la biodiversité recevra tous les publics, y compris des centres de formation qui pourront y louer des terrains, comme les lycées agricoles, les écoles de paysage, le RSMA... Le site a été imaginé comme un lieu d'initiative citoyenne, où les visiteurs pourront se rencontrer, échanger, partager savoirs et ressources, mais également dessiner les perspectives de ce projet conçu pour s'adapter aux besoins de ses acteurs.



LES 8 CHANTIERS PRÉVUS SUR LE SITE

1. Point d'accueil
2. Jardin créole candidat au label « Jardin remarquable »
3. Serre pédagogique et pépinière à créer
4. Corridor écologique à reconstituer à travers les plantations du « plan 1 Million d'Arbres » et des appels à projets
5. Lots d'expérimentations agricoles et exploration de la biodiversité des champs
6. Parcours scientifiques croisés (l'eau, le climat, le sol, le vivant)
7. Pistes et sentiers (cheminements et paysages vivants ; ambiances)
8. Ancienne case et dépendances (mission de programmation actuellement en cours)



AU DOMAINE BOIS LAURENT MARTIN



des « **BRAS-SEC'RETS** »
au service du Vivant



Ci-dessus : la case traditionnelle en ruines laissera place à une structure d'accueil d'activités pédagogiques. | Du fait de la fertilité de sa terre, de la présence d'eau et de terrasses, ce vaste site offre aussi un potentiel d'expérimentations agricoles. © Marylène Hoarau



TÉMOIGNAGE

MARYLÈNE HOARAU,
CHEFFE DE PROJET
BIODIVERSITÉ-
TOURISME
AU DÉPARTEMENT
DE LA RÉUNION

« Des tiers lieux sur la biodiversité à La Réunion, il n'y en a pas, peut-être même pas dans l'Hexagone. Cet endroit est voué à renaître grâce aux acteurs locaux, ce n'est pas un projet figé mais ouvert à de belles initiatives, en constante évolution.

Le visiteur découvrira les traces d'une maison de changement d'air et un jardin créoles que des bénévoles restaurent et qui héberge une riche collection de camélias, des azalées, rosiers, agrumes, kakis... Dans les terres agricoles, le Département va lancer des appels à projets. Les agriculteurs devront proposer des pratiques exemplaires en termes d'utilisation de l'eau, de l'énergie et de valorisation de la biodiversité. Des lycées agricoles pourraient aussi y expérimenter des méthodes de lutte contre les espèces invasives...

Enfin, sur ce site très transformé par l'homme, nous souhaitons recréer des corridors écologiques le long de la ravine Bras Sec, où les oiseaux transitent, afin d'aider à relier la forêt de bois de couleurs des Hauts au littoral. Le maire des Avirons développe depuis trois ans une pépinière et 5000 plants d'espèces indigènes et endémiques sont prévus sur ce site d'ici 2027, dans le cadre du plan "1 million d'Arbres pour La Réunion". »

« Je voudrais dire ma joie et ma fierté d'accueillir sur notre territoire le « Domaine Bois Laurent Martin » inspiré par Thérésien Cadet. Intégré au projet « Tévelave, village forestier », se dessine un laboratoire à ciel ouvert dédié à la biodiversité, un espace pédagogique de partage intergénérationnel unique qui conjugue participation citoyenne, culture, sciences, jardinage, agriculture, loisirs, agriculture... »

Éric Ferrère, maire des Avirons



Ci-dessus : atelier participatif. | Marylène Hoarau (à droite) en compagnie de membres de Bon Accueil au Tévelave, qui gère le site aux côtés d'une autre association, Roulé mon z'Avirons.

FOCUS ST-DENIS



LA VALLÉE HEUREUSE, UN JARDIN ENGAGÉ POUR LA RESTAURATION DU VIVANT

SUR LES HAUTEURS VERDOYANTES DE SAINT-DENIS, À UNE TRENTAINE DE MINUTES DU CENTRE-VILLE, LE BRÛLÉ, ANCIENNE RÉSERVE DE CHARBON ET DE BOIS DU CHEF-LIEU PUIS VILLAGE DE « CHANGEMENT D'AIR » AU XIX^E SIÈCLE, ABRITE UN TRÉSOR DE BIODIVERSITÉ : LA VALLÉE HEUREUSE, UN JARDIN INSCRIT AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES.

« Ce jardin créole est l'un des plus vieux de La Réunion, il existe depuis 1800 », introduit Pascale Boyer-Vidal, petite-fille d'Achille Berg, médecin et connaisseur de la flore locale qui acquit le domaine aux enchères en 1939. Ici, à 830 mètres d'altitude, se dévoilent des allées délicatement bordées de théiers, azalées et autres camélias, dont une quarantaine de variétés sont savamment cultivées par la maîtresse des lieux. En toute saison, Pascale Boyer-Vidal manie la pioche, désherbe, dessouche les espèces exotiques envahissantes, aménage le plateau central dans un esprit créole, bouture, plante des arbres endémiques, animée par la mémoire de son grand-père et une passion chevillée au corps : la préservation « de toutes les biodiversités ».

Plus loin, un petit pont en bois enjambe un affluent du Bras Mahot, qui rejoint en aval les pentes de Saint-François puis la ravine du Butor, sur le littoral dionysien.

Organisée autour de la cuvette d'érosion formée par le petit cours d'eau, la partie la plus ancienne du jardin se structure en terrasses et en allées concentriques. Ce domaine a également la particularité d'héberger une portion de forêt primaire de moyenne altitude où a été créé un arboretum. Dans cet espace en pente proche d'une ravine, un bois d'olive blanc, indigène des Mascareignes, veille sur le site depuis plus de 400 ans...

UN « JARDIN REMARQUABLE »

Cet endroit d'exception a reçu en juin le label « Jardin remarquable » – attribué à seulement deux jardins à La Réunion¹ – pour son « intérêt historique et botanique, la richesse de ses collections de camélias et de ses espèces endémiques, ainsi que la qualité exemplaire de son entretien dans le respect de la biodiversité² ».





INTERVIEW

PASCALE BOYER-VIDAL,
GUIDE ET PROPRIÉTAIRE DU JARDIN
DE LA VALLÉE HEUREUSE, AU BRÛLÉ

- **Entretien et valoriser un tel jardin, de 6 500 m², cela représente un travail colossal...**

- J'habite ici depuis plus de 30 ans. La petite forêt était à l'abandon. Avec mon père, nous avons retiré la vigne marronne et reconstitué de l'humus. J'ai replanté ici à peu près 80 espèces d'arbres indigènes et endémiques et par ailleurs, je cultive depuis des années une collection de camélias, dont les variétés fleurissent d'avril à août. Je me consacre au jardin au quotidien, sans arrosage ni produits chimiques. Un salarié m'aide une vingtaine d'heures par semaine. J'aime planter, j'ai besoin de ce rapport à la terre et suis fascinée par l'intelligence végétale. Toute cette biodiversité devrait fédérer car elle est un exemple pour nous tous, les uns n'existent pas sans les autres. Une forêt primaire, c'est un véritable hymne à la vie !

- **Comment se déroulent les visites du jardin ?**

- Je propose des promenades guidées dans le jardin d'agrément, dans le jardin « utile » avec ses arbres aux fruits anciens dits « lontan », et dans la forêt endémique. L'histoire des hommes et des plantes dans ce territoire des Hauts de Saint-Denis est contée aux visiteurs en petits groupes. Des scolaires viennent de temps en temps et des ateliers prolongent alors ces découvertes : herbier, poésie, semi-bouturage – chaque enfant repart avec son petit pot –, tableau végétal... De plus, il m'arrive de louer le jardin pour des événements intimistes, mariages, séances de photos de grossesse... Enfin, je coopère avec Denise Poley, autre femme microentrepreneuse du village, qui propose des carris aux groupes d'au moins huit personnes réservant à la journée.

- **Que peut-on souhaiter à la Vallée Heureuse ?**

- Le jardin a une certaine résilience, mais il subit la présence particulièrement intrusive de deux variétés d'avocats marrons. J'aimerais qu'une campagne d'arrachage puisse concerner ces plantes au Brûlé, comme celle que la Ville a réalisée, avec succès, dans les bas pour l'arbre pieuvre et le tulipier du Gabon. Tenter de préserver l'âme de ce jardin créole d'antan, reboiser, entretenir le site après les cyclones... c'est un travail ardu, même si ma passion reste intacte. Pour arriver à vivre de mon travail, il me faudrait trouver des soutiens. Je suis ouverte aux idées qui pourraient faire connaître davantage La Vallée Heureuse et aider à accompagner son développement, afin de partager cette aventure encore « lontan » !



La visite guidée d'environ 2h30 proposée au grand public par Pascale Boyer-Vidal est marquée depuis 2023 « Esprit Parc national » « pour son intérêt botanique et historique, directement inspiré de l'histoire de la famille ». Pour information, la Vallée Heureuse bénéficie du pass Culture.

LE BRÛLÉ, UN POUMON VERT DE LA VILLE À PRÉSERVER ET VALORISER

EN CE DÉBUT DE NOUVEAU MANDAT DE LA MAIRE ÉRICKA BAREIGT, LA VILLE DE SAINT-DENIS POURSUIT L'AMBITION FORTE DE PRÉSERVER, RESTAURER ET METTRE EN VALEUR SON PATRIMOINE NATUREL. ZOOM SUR LES ACTIONS PHARES MENÉES AU BRÛLÉ.

« La Ville a répondu à une demande de la SREPEN¹, dans le cadre du programme BEST LIFE 2030², pour mettre en œuvre le projet "Inspirer les habitants du Brûlé à valoriser leur patrimoine naturel" », évoque Nathalie Copette, responsable du pôle Environnement et Biodiversité de la Ville de Saint-Denis. Ce projet, qui bénéficie d'un soutien de près de 100 000 euros de l'UICN, prévoit la création de deux arboretums près de la « Maison Roger », véritable lieu de vie du village. En plus de ces plantations d'arbres aux essences variées et endémiques, le projet consiste à « coordonner des chantiers de lutte contre les espèces exotiques envahissantes à "Mamode camp", où nous arrachons à la main le longose, la myrte, le goyavier, la vigne marronne... ». Enfin, le troisième axe porte sur la sensibilisation du public à la biodiversité, aux espèces invasives et aux pratiques contribuant à la transition écologique.

Pour mener à bien ces actions dans le quartier du Brûlé, « cet écrin verdoyant s'offrant à vous et qu'il nous faut préserver », un grand nombre de partenaires – Conservatoire botanique national de Mascarin, Parc national, Vallée Heureuse, ONF, SEOR, CINOR, associations locales... – a été mobilisé, sans oublier les habitants et les écoles du village. Cette dimension à la fois participative et de sensibilisation est majeure car « créer un arboretum ou restaurer un écosystème, ce n'est pas comme livrer une construction publique, on est ici en présence du vivant dans toute sa fragilité, et dont il faudra ensuite prendre le plus grand soin. »



TÉMOIGNAGE

OLIVIER RÉFANE,
ÉLU DU SECTEUR DU BRÛLÉ,
VILLE DE SAINT-DENIS

« Le 17 juillet, l'un des deux arboretums sera inauguré au cœur du village par la maire. L'école du Brûlé sera naturellement conviée à l'événement et les enseignants pourront dispenser des cours en plein air sur le site, afin de sensibiliser leurs élèves. Les habitants du Brûlé se montrent très engagés dans les plantations et la lutte contre les espèces exotiques envahissantes, qui restent très présentes. Cet engouement est sans doute lié à notre histoire horticole et aussi à la vie du quartier, où nous encourageons les échanges intergénérationnels... Je suis très fier d'être un élu du Brûlé. C'est l'une des portes du Parc national, qui abrite notamment le tuit-tuit, un oiseau forestier endémique de la forêt de la Roche Écrite. Le Brûlé, qui fait penser à La Réunion « lontan », se démarque par l'art de cultiver les jardins. À ce sujet, nous souhaitons faire renaître la traditionnelle « Fête des azalées », qui sera organisée à partir de fin septembre. »





TÉMOIGNAGE

**SONIA BARDINOT, DÉLÉGUÉE
CADRE DE VIE ET PROXIMITÉ,
VILLE DE SAINT-DENIS**

« Au Brûlé, comme dans les autres quartiers de Saint-Denis, nous sommes engagés au quotidien à renforcer la propreté. La Ville agit beaucoup dans ce domaine. Néanmoins, investir pour ramasser autant de dépôts sauvages, ce n'est pas normal. Comment peut-on aujourd'hui abandonner une batterie de voiture sur la voie publique ou sous un piedbwa... Notre objectif est donc aussi d'aller au-delà du nettoyage. Et pour cela, la Ville ne peut agir seule. La propreté est une responsabilité partagée, par exemple avec les bailleurs, dont nous attendons souvent plus d'engagement sur l'entretien des résidences, des espaces communs et la gestion des déchets. Car lorsque l'environnement se dégrade, ce sont les habitants qui en subissent les effets. Nous nous attachons aussi à continuer la sensibilisation à l'environnement et à associer pleinement les Dionysiens aux projets d'embellissement, de végétalisation et de transformation durable de nos espaces. »



La Ville a rencontré en juin les entreprises locales pour leur présenter les besoins à venir en matière de propreté et d'entretien des espaces verts, afin de leur permettre de participer à ces futurs projets. Une manière aussi de soutenir l'économie locale tout en poursuivant les engagements pour une ville plus verte, plus agréable et mieux adaptée aux défis environnementaux.

BILAN DE LA VILLE DE SAINT-DENIS EN FAVEUR DE LA PROPRETÉ URBAINE, À TRAVERS QUELQUES CHIFFRES-CLÉS :

• Déchets :

- 2 700 tonnes collectées chaque année
- des dépôts sauvages résorbés
- des interventions quotidiennes sur le terrain

• 10 dernières opérations de Netoy Nout Vil :

- 1 030 tonnes d'encombrants ramassées
- 450 tonnes de déchets verts
- 150 pneus
- 450 véhicules hors d'usage
- 4 053 batteries de voitures dans l'espace public
- 3 393 déchets électriques et électroniques



En haut : Sonia Bardinot vise avec ses collègues le label « Villes et Villages Fleuris » et rêve de voir un jour « une grande artère verte composée de centaines d'arbres rue du Maréchal-Leclerc ou de Paris ». | Ci-dessus : professionnels de la propreté et de l'entretien des espaces verts conviés par la Ville.

LA GARE MARITIME, POINT D'ACCUEIL DES CROISIÉRISTES, VÉGÉTALISÉE PAR LES ENFANTS

LE 19 JUIN 2026, LE GRAND PORT MARITIME DE LA RÉUNION ORGANISAIT UN ÉVÉNEMENT INÉDIT : LA PLANTATION, PAR DES ÉLÈVES DE SAINT-ANDRÉ, D'ESPÈCES ENDÉMIQUES À LA GARE MARITIME, LIEU D'ACCUEIL DES CROISIÉRISTES EN ESCALE. UNE INITIATIVE PÉDAGOGIQUE ET FÉDÉRATRICE QUI A PERMIS DE SENSIBILISER DES DIZAINES D'ENFANTS À LA PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ.

Le Grand Port Maritime de La Réunion (GPMDLR), à travers son Schéma Directeur du Patrimoine Naturel (SDPN), traduit sa volonté de préserver des secteurs à enjeux écologiques et de mener une politique responsable d'aménageur gestionnaire de milieux naturels, complémentaire à ses activités portuaires et industrielles. Les diagnostics et inventaires naturalistes menés dans la circonscription portuaire depuis 2016 ont permis au GPMDLR de connaître finement son patrimoine naturel afin de mieux anticiper les impacts environnementaux dans ses projets d'aménagement.

UNE OPÉRATION DE PLANTATIONS PAR DES SCOLAIRES

Au-delà de cette connaissance de la biodiversité, le SDPN poursuit trois autres grands objectifs – préservation et restauration des milieux, communication et sensibilisation, mobilisation des acteurs – dans lesquels s'inscrit une matinée de plantations organisée le 19 juin dernier à la gare maritime. « *C'est le premier point que les croisiéristes découvrent en arrivant sur l'île. Cette action a vu le jour grâce à un partenariat conclu entre le Grand Port Maritime, l'école primaire Sainte-Geneviève, la SREPEN et la SPL Edden* »,

se réjouit Shenaz Bagot, présidente du Conseil de surveillance du GPMDLR.

Sous l'œil attentif de leurs enseignants et des équipes très mobilisées du GPMDLR, pelles et boutures en main, munis de gants de jardinage, les élèves ont mis en terre, sur un terrain de 658 m², l'essentiel des 1 250 plants endémiques fournis par le Département dans le cadre du plan « 1 Million d'Arbres pour La Réunion ». Fougère plein soleil, bois d'arnette, veloutier, bois de joli cœur, latanier rouge, vacoa, bois de gaulette des bas... « *Ces espèces natives ont été étudiées en amont en classe* », précise Lynda Plante, institutrice à l'école Sainte-Geneviève et référente de cette action préparée dès le début de l'année. Aux côtés des élèves, Patrice Payet, référent de la SPL Edden, a apporté de nombreuses explications sur la distinction entre plantes endémiques et indigènes, tout en partageant des conseils pratiques sur les techniques de plantation.

Parmi les dizaines de jeunes participants, les 15 éco-délégués de l'école étaient présents et fiers de représenter leurs classes respectives, du CP au CM2. Selon Raïssa Patou Parvedy, leur responsable, « *il y a énormément d'espoir quand on les voit si ravis de végétaliser le site. Ils se sentent investis d'une mission* ».



« *Bien plus qu'une simple action de plantation, cette demi-journée est une belle action RSE, qui donne à la gare maritime une nouvelle image plus verte* », souligne Anita Germond, référente RSE du Conseil de surveillance du Grand Port Maritime de La Réunion. © GPMDLR



Cet événement a mobilisé un grand nombre d'enfants scolarisés à l'école Sainte-Geneviève. © GPMDLR | Les équipes du GPMDLR préparant le terrain à planter. | Atelier de sensibilisation de la SREPEN dédié à la lutte contre les espèces exotiques envahissantes. © SC

UN PROJET À LA FOIS PÉDAGOGIQUE, SYMBOLIQUE ET DURABLE

« Nous remercions le Grand Port Maritime qui nous a conviés à cet événement clôturant pour nous un important projet pédagogique dans le domaine de l'éducation à l'environnement et au développement durable », poursuit Lynda Plante, un sentiment partagé par chaque enseignant présent. « Cette opération de restauration d'un espace vert dégradé sera suivie d'une valorisation par le biais d'une exposition explicitant le déroulement des travaux », annoncent Priscille Labarrère et Émilie Robert, du service Environnement et Aménagement du GPMDLR.

D'ici quelques mois, les boutures plantées des mains de ces jardiniers en herbe auront déjà bien poussé et transformé le paysage du site. « Avant, ici, nous n'avions que de la pelouse. Ce travail d'équipe, qui a trouvé son aboutissement aujourd'hui à travers cette matinée de plantation et de sensibilisation, a vraiment du sens. Il va permettre d'embellir l'espace durablement au profit de tous les visiteurs : croisiéristes, douane, IRT, agences de voyage et usagers portuaires », confie Hilda Ho-Shing, responsable opérationnelle de la gare maritime.

LE TÉMOIGNAGE DES ENFANTS

Noémie, en CM2 :

« Comme il fait assez chaud, il faut mettre de la paille autour des plantes, ça permet d'absorber l'humidité de la pluie. »

Anna, en CE1 :

« Les plantes, c'est la nature pour vivre. À la maison, j'aide papa à planter dans le jardin et aussi à s'occuper du potager. »

Zoé, en CE1 :

« La nature, c'est tout ce qui nous entoure. La plante, c'est la vie. Et quand il y a des arbres et des plantes, on a moins chaud. »

Naïly, en CE1 :

« La nature, c'est bien, on plante avec la racine dans la terre. On a appris beaucoup de choses à l'école, je me souviendrai de ce moment. »

Maé, en CE1 :

« C'était pas difficile, je voudrais refaire, ça m'a plu, ça change des maths et du français ! »

De nombreux services et équipes du GPMDLR ont contribué à cet événement collaboratif : Bord à quai, Maintenance, Sécurité, Environnement et Aménagement, PA2D, Gare maritime, Moyens généraux, Communication. Cet événement a été organisé dans le cadre du Schéma Directeur du Patrimoine Naturel (SDPN) du GPMDLR, qui vient d'être mis à jour. Ce document vise à mieux connaître, préserver et valoriser la biodiversité présente sur le territoire portuaire, en conciliant développement économique et enjeux environnementaux.

MAYOTTE

UN PREMIER PAS
VERS LA CRÉATION
D'UNE FILIÈRE
BAMBOU
MAHORAISE

EN JANVIER DERNIER, LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BÂTIMENT (CSTB) A AUTORISÉ L'EMPLOI DU BAMBOU COMMUN DANS LA CONSTRUCTION DU LYCÉE TANI MALANDI, À CHIRONGUI. CETTE PREMIÈRE APPRÉCIATION TECHNIQUE D'EXPÉRIMENTATION (ATEX) DONNE DE LA VISIBILITÉ À UNE RESSOURCE ENCORE SOUS-COTÉE ET OUVRE LA VOIE À D'AUTRES CHANTIERS SUR L'ÎLE.

Prévu pour 2028, le futur lycée Tani Malandi de Chirongui, dans le sud de la Grande-Terre, sera le premier bâtiment public de l'île à arborer fièrement une façade en bambou. Tout un symbole pour ce futur établissement professionnel de 2 000 places, spécialisé dans les métiers de la construction.

L'usage de ce matériau atypique a été validé, en janvier 2026, par une Appréciation technique d'expérimentation (Atex) délivrée par le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB). « Il a fallu trois ans d'études et déboursier 150 000 euros pour obtenir cette certification, dont nous sommes très contents qu'elle ait abouti. Cela ne suffit pas à créer une filière, mais c'est un premier pas important car tous les tests effectués pourront être réutilisés dans le cadre de prochains chantiers », se réjouit Sandra Mesa, architecte et cogérante d'Endemik Mayotte, un des trois cabinets d'architecture¹ à l'origine de ce projet.

Il est à noter que l'attribution de cette Atex bambou pour un bâtiment non éphémère destiné à recevoir du public est une première dans l'Union européenne.

En plus d'avoir recours à 8 000 chaumes de bambou, qui serviront de brise-soleil, ce projet intègre 6 000 m² de briques de terre compressées, autre matériau local, et de murs en pierre de basalte de l'île. « Le Rectorat de Mayotte, notre maître d'œuvre, voulait donner une large place aux matériaux biosourcés locaux, mais nous avons estimé qu'il était encore trop tôt pour proposer un bâtiment ayant l'ensemble de son ossature en bambou. En revanche, nous souhaitons donner toute la visibilité que mérite cette ressource », poursuit Sandra Mesa.

UNE ESPÈCE EXOTIQUE
ENVAHISSANTE POURTANT BIEN UTILE

Abondant au point d'avoir été classé parmi les espèces exotiques envahissantes de l'île, le bambou commun (*Bambusa vulgaris*) cumule les avantages, en étant un matériau résistant, renouvelable et exploitable au bout de seulement trois ans. Plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, mais aussi latino-américains comme la Colombie, ont d'ailleurs déjà établi des filières solides depuis de nombreuses années.



À Mayotte, le bambou, souvent considéré comme un « matériau du pauvre », était largement utilisé pour former l'ossature des maisons en torchis ou pour des clôtures. Aujourd'hui, son usage est toutefois bien plus restreint, faute de normes et donc de possibilités pour les professionnels du bâtiment de s'assurer. « Nous avons quelques artisans qui l'utilisent sous forme décorative, pour de l'ameublement, des pergolas ou des farés – petits préaux mahorais – mais ça reste à la marge. Nous trouvons donc très positif qu'on en parle grâce au projet Tani Malandi », réagit Louis Dossal, cofondateur de Lilo Bambou, la seule entreprise mahoraise à proposer ce matériau prêt à l'emploi.

LES PREMIERS JALONS D'UNE FUTURE FILIÈRE ÉCONOMIQUE MAHORAISE DU BAMBOU ?

Depuis 2022, la société Lilo Bambou a mis en place les premiers maillons de la filière en travaillant avec des agriculteurs partenaires dont les parcelles sont envahies par le bambou. En 2023, Lilo Bambou avait d'ailleurs déjà livré des chaumes pour la construction des farés du futur lycée.

Des simples abribus aux charpentes en passant par les brise-soleil sur les façades, le potentiel du bambou pourrait venir répondre à une partie des besoins faisant suite au cyclone Chido ayant ravagé l'île fin 2024.

Seulement, contrairement à la brique de terre compressée dont le retour en grâce dans les années 2010 a été permis par le travail de l'association Art-Terre Mayotte, le bambou ne bénéficie pas encore de relais locaux à même de le promouvoir efficacement auprès des pouvoirs publics. « Nous en sommes au stade où nous savons que c'est possible, mais pour lancer la filière, il faudra soit un petit effort politique soit un gros travail associatif ! », résume Louis Dossal.

Rédaction et interview : Enzo Dubesset



La Journée du bambou, organisée à Chirongui en 2023, avait permis d'inaugurer les farés en bambou du lycée, construits par les élèves, et le centre de formation BambooNeem. © Hicham Hamze Khaddaj



De haut en bas : d'après les architectes du futur lycée, « les façades en bambou évoquent le tressage des clôtures des habitats mahorais ». © Jeudi Wang | Vérification manuelle des bambous. © HHK | Test de résistance du bambou à la traction perpendiculaire. © C&E



Poteaux de bambous. « À la différence du bois, la disposition des fibres de bambou est toujours verticale. Cela leur confère une souplesse, une stabilité et une résilience considérables », indiquent les architectes. © Claire Leroy | Briques de terres compressées. © Claire Leroy

« UNE CUVE, UNE HABITATION », PROJET PHARE DE L'OFFICE DE L'EAU MAYOTTE

ALORS QU'UN OFFICE DE L'EAU EXISTE DEPUIS PLUS DE 20 ANS DANS LES AUTRES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, MAYOTTE A ÉTÉ DOTÉE DE CET ÉTABLISSEMENT PUBLIC RATTACHÉ AU DÉPARTEMENT LE 15 OCTOBRE 2024. DEPUIS CETTE DATE, L'OFFICE DE L'EAU MAYOTTE MET EN PLACE DES ACTIONS STRUCTURANTES POUR FAVORISER SUR LE TERRITOIRE MAHORAIS UNE POLITIQUE EFFICIENTE DE L'EAU.



INTERVIEW

NADJAYEDINE SIDI, PRÉSIDENT DÉLÉGUÉ DE L'OFFICE DE L'EAU MAYOTTE, PRÉSIDENT DU COMITÉ DE L'EAU ET DE LA BIODIVERSITÉ (CEB) DE MAYOTTE ET CONSEILLER DÉPARTEMENTAL DE MAMOUDZOU 3

• Quel projet vous a marqué lors de la première année d'installation de l'ODE Mayotte ?

- La première année d'installation de l'ODE Mayotte a été profondément marquée par la reconstruction post-Chido. L'évaluation des dégâts du cyclone tropical intense, survenu en décembre 2024, sur les cours d'eau et les ripisylves, a révélé des besoins estimés à près de 25 millions d'euros pour la reconquête de ces espaces : effondrement des berges, embâcles naturels et anthropiques, prolifération d'espèces exotiques envahissantes.

Face à l'urgence, nous avons engagé un programme ambitieux de restauration écologique et de lutte contre ces menaces. Dès avril 2025, nous avons mobilisé 15 agents en Parcours Emploi Compétences sur les cours d'eau du territoire, afin de garantir un bon écoulement de la rivière d'Ourovéni, où se situe le captage de l'usine d'Ourovéni qui alimente le centre et le sud de Mayotte. Ce projet, à la croisée de l'écologie, de la sécurisation de la ressource et de l'insertion, incarne pleinement la vocation de notre établissement.

LES MISSIONS D'UN OFFICE DE L'EAU

En outre-mer, les Offices de l'Eau sont, à l'image des Agences de l'Eau dans l'Hexagone, chargés « de faciliter les diverses actions d'intérêt commun dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques » d'après le Code de l'environnement qui les encadre. L'ODE assure l'étude et le suivi des ressources en eau, des milieux aquatiques et littoraux et de leurs usages. Il apporte une expertise technique aux maîtres d'ouvrage, ou à des fins de formation et d'information. Sur proposition du CEB, il peut programmer et financer des actions et travaux.



Agents mobilisés après le passage de Chido, pour garantir le bon écoulement de la rivière d'Ourovéni. © ODE Mayotte



Garantir l'Eau, Préserver la Vie

• L'ODE Mayotte porte actuellement un dispositif innovant, « Une cuve, une habitation » ?

- Le dispositif « Une cuve, une habitation » traduit notre volonté d'agir sur la pression exercée sur le réseau d'eau potable. Destiné aux abonnés et déployé avec l'accompagnement financier de l'État et du Département-Région de Mayotte, il permet d'installer des équipements de récupération et de stockage des eaux de toiture, dédiés aux usages non alimentaires, notamment l'alimentation des WC. Nous avons tout d'abord conduit un projet pilote d'un montant de 60 000 euros, financé à 50 % par le ministère des Outre-mer, dans 10 services de protection maternelle et infantile. Cette phase, qui s'achève mi-juillet, nous a permis d'éprouver les dispositifs techniques et d'identifier les freins de chantier. Forts de ces enseignements, nous déployons un accompagnement des abonnés à hauteur de 85 %, plafonné à 6 000 euros, couvrant la fourniture et la pose – cuve, pompe immergée – ainsi que le double réseau alimentant les WC. Un dispositif qui conjugue sobriété hydrique et sécurisation de la ressource.

• Ce dispositif est-il amené à être reconduit voire élargi pour bénéficier à davantage de foyers ?

- Ce dispositif a vocation à monter en puissance : nous visons l'installation de plus de 300 équipements par an. Nous souhaitons également accompagner les aménageurs afin d'intégrer des solutions similaires dès la conception des logements collectifs, pour ancrer durablement ces pratiques dans l'urbanisme mahorais.

Au-delà, l'enjeu de l'eau à Mayotte appelle une réponse structurelle et diversifiée. L'Office de l'Eau conduit ainsi une étude sur la mobilisation des eaux non conventionnelles, de façon à diversifier nos ressources, et porte la création d'un Observatoire de l'Eau destiné à mieux éclairer les décideurs, ainsi que des projets de sensibilisation et de renaturation des berges et bassins versants. La plus-value de l'Office réside dans cette approche globale : produire la connaissance, sécuriser et diversifier la ressource, restaurer les milieux et mobiliser les usagers. C'est en conjuguant ces leviers que nous préviendrons durablement de nouvelles crises de l'eau.

Rédaction : Mohamed Issouf et Stéphanie Castre



Système de récupération et de stockage des eaux de toiture, livré dans le cadre de ce dispositif. © ODE Mayotte

« UNE CUVE, UNE HABITATION », LE DISPOSITIF EN CHIFFRES

• **Éligibilité** : abonnés au service public d'eau potable disposant d'une toiture avec gouttière.

• **Objectif** : plus de 300 foyers équipés par an. La cuve retenue (scénario 3, avec double réseau alimentant les WC) offre un volume de 1 600 à 2 000 litres. Pour une famille de quatre personnes, elle couvre l'alimentation des toilettes environ 307 jours par an, soit près de 2 350 litres d'eau de ville économisés chaque mois.



ATLAS DE LA BIODIVERSITÉ INTERCOMMUNALE : LA CAGNM MOBILISE SON TERRITOIRE

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GRAND NORD DE MAYOTTE S'EST ENGAGÉE DANS LA RÉALISATION DE SON ATLAS DE LA BIODIVERSITÉ INTERCOMMUNALE (ABI), UN OUTIL STRATÉGIQUE DESTINÉ À AMÉLIORER LA CONNAISSANCE, LA VALORISATION ET LA PRÉSERVATION DES ESPÈCES PRÉSENTES AU SEIN DE L'INTERCOMMUNALITÉ.

La préservation de la biodiversité constitue aujourd'hui un enjeu majeur pour les territoires ultramarins, reconnus parmi les plus riches au monde en matière de patrimoine naturel. Consciente de cette responsabilité, la CAGNM débute son Atlas de la biodiversité intercommunale, un projet cofinancé par l'Office français de la biodiversité (OFB) et mis en œuvre en collaboration avec le GEPOMAY¹ et Dimassi Conseil, aux côtés des équipes techniques de la CAGNM. Cette dynamique partenariale permet de conjuguer expertise scientifique, connaissance du terrain et ingénierie territoriale.

UNE DÉMARCHE STRUCTURÉE AUTOUR DE TROIS TAXONS

L'Atlas de la biodiversité intercommunale du Grand Nord s'appuie sur une organisation scientifique claire, articulée autour de trois taxons majeurs :

- la flore, qui recense la diversité des plantes et végétations du territoire ;
 - l'avifaune, ensemble des espèces d'oiseaux ;
 - l'herpétofaune, soit les reptiles et amphibiens.
- Cette structuration conduit à une lecture fine et cohérente des différents écosystèmes locaux, dans l'objectif de mieux comprendre leurs dynamiques et leurs vulnérabilités.

¹ Groupe d'Études et de Protection des Oiseaux de Mayotte.



L'Atlas de la biodiversité intercommunale permet notamment de mieux connaître la biodiversité du territoire, d'identifier les enjeux de préservation et d'impliquer les habitants dans la protection de l'environnement.



UNE MASCOTTE POUR INCARNER LA BIODIVERSITÉ DU GRAND NORD

Afin de rendre cette démarche plus accessible et de créer un lien fort avec le grand public, l'ABI s'est doté d'une mascotte emblématique : le zostérops de Mayotte (*Zosterops mayottensis*). Petit oiseau endémique discret mais essentiel à l'équilibre des écosystèmes, il symbolise la richesse et la fragilité de la biodiversité locale. En shimaoré, il est communément appelé « shilaputu », et en kibushi « shibéri ». Véritable ambassadeur naturel de l'ABI, il incarne le but du dispositif : mieux connaître pour mieux protéger.

DÉCOUVERTE DE LA BIODIVERSITÉ DU Grand Nord

Dimanche 29 mars 2026
Départ : Plage Coco Beach - 8h00

Hamjago > Chahadajou > Bandrani > Retenue collinaire

Cette balade accessible à tous s'est s'inscrite dans la démarche participative de l'Atlas de la biodiversité intercommunale.

UNE MARCHÉ DÉCOUVERTE POUR OBSERVER LA BIODIVERSITÉ DE PROXIMITÉ

Dans le cadre du projet, la CAGNM a organisé le 29 mars 2026 une Marche Découverte de la Biodiversité, réunissant habitants, associations, partenaires et passionnés de nature autour d'un parcours pédagogique dans les espaces naturels du territoire.

Cette sortie a offert aux participants l'opportunité d'observer concrètement la richesse de la faune et de la flore locales, tout en découvrant les enjeux liés à leur préservation. Guidés par des spécialistes, les marcheurs ont pu porter un regard nouveau sur leur environnement quotidien et mieux comprendre les interactions entre les espèces et leurs habitats. Au-delà de l'observation, cette initiative a favorisé les échanges autour des savoirs naturalistes et des connaissances locales, essentielles à la compréhension du territoire.



les nuits des forêts

Du 15 au 19 juin 2026

Villages des forêts du Grand Nord

L'événement, déployé dans plus de 250 forêts en France, a eu lieu cette année en Guyane, à Mayotte, à La Réunion et en Nouvelle-Calédonie.

LES VILLAGES DES FORÊTS : UNE NOUVELLE ÉTAPE DE SENSIBILISATION

Depuis le 15 juin, la CAGNM poursuit cette dynamique avec le lancement des Villages des Forêts du Grand Nord, un événement itinérant cofinancé par les Nuits des Forêts, dédié à la valorisation du patrimoine forestier. À travers des stands pédagogiques, ateliers, animations et rencontres avec des acteurs de l'environnement, cette opération invite le public à explorer le rôle essentiel des forêts dans l'équilibre écologique du territoire. Réservoirs de biodiversité, régulation du climat, protection des sols : les forêts jouent un rôle central dans la résilience des écosystèmes.

MIEUX CONNAÎTRE POUR MIEUX PROTÉGER

L'ABI, bien plus qu'un inventaire scientifique, est un véritable outil d'aide à la décision pour les politiques publiques locales, permettant d'intégrer la biodiversité dans les stratégies d'aménagement et de développement du territoire. À travers la mobilisation des habitants, la production de connaissances naturalistes et la mise en œuvre d'actions de sensibilisation comme la Marche Découverte et les Villages des Forêts, la CAGNM affirme sa volonté de construire un modèle de développement respectueux de son patrimoine naturel exceptionnel. En associant science, culture et participation citoyenne, le Grand Nord de Mayotte fait de la biodiversité un bien commun à connaître, partager et préserver.

TAAF

ENTRE SCIENCE ET SOUVERAINETÉ : LE REGARD DU PRÉFET DES TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES

FRAGILITÉ DES ÉCOSYSTÈMES, LUTTE CONTRE LES ESPÈCES INVASIVES, SURVEILLANCE DES PÊCHES, COOPÉRATION SCIENTIFIQUE OU FUTUR DU *MARION DUFRESNE* : MIKAEL QUIMBERT REVIENT SUR LES GRANDS DOSSIERS DES TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES (TAAF). IL LIVRE AUSSI UN REGARD PERSONNEL SUR CES TERRITOIRES EXTRÊMES, QUI GAGNENT À ÊTRE CONNUS ET RECONNUS.

« LA PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ RESTE NOTRE FEUILLE DE ROUTE »

D'administrateur des affaires maritimes à conseiller outre-mer au cabinet du Premier ministre, le nouveau préfet des TAAF, en poste depuis janvier 2026, a découvert la plupart des districts. Une immersion qui a changé son regard sur ces territoires souvent perçus comme vierges, lointains et donc protégés. « *Ce qui m'a frappé, c'est l'extrême fragilité de ces espaces. La main de l'homme y est déjà très lourde.* » Mikael Quimbert cite plusieurs exemples de restauration écologique engagés ces derniers mois. À Tromelin, l'éradication des rongeurs a permis le retour exceptionnel, en 2026, de puffins du Pacifique pour nidifier. À Juan de Nova, le projet FLORANOVA, soutenu par l'opération Mission Nature de l'Office français de la biodiversité et la Française des Jeux, vise à restaurer des écosystèmes lagunaires dégradés. La lutte contre les espèces exotiques envahissantes est une priorité : rats, rennes à Kerguelen, plantes fourragères introduites ou filaos dans les îles Éparses modifient durablement les milieux naturels.



Mikael Quimbert, préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises, ici à Crozet. © Clémence Delmas

BIOSÉCURITÉ ET LOGISTIQUE

D'ici septembre, les TAAF préparent l'ouverture de leur hangar de biosécurité au Grand Port Maritime de La Réunion. « *Tout le matériel destiné aux territoires passe par une chaîne de désinfection et de contrôle avant embarquement. Ce hangar abritera un équipement unique dans l'océan Indien* », précise le préfet. Jusque-là réalisées à quai, ces opérations visent à éviter l'introduction accidentelle de graines, rongeurs ou pathogènes dans les districts. Le dispositif va sécuriser les rotations logistiques des moyens en mer mobilisés dans les TAAF, dont le *Marion Dufresne*, navire mis en service en 1995 et faisant l'objet de réflexions en vue de préparer son remplacement à l'horizon 2032.

DRONES, SURVEILLANCE, GÉOPOLITIQUE

Les TAAF misent notamment sur les drones pour renforcer leurs capacités de surveillance et de connaissance des territoires. Ces outils servent déjà à la cartographie, au suivi des récifs coralliens ou à la lutte

contre la pêche illégale. Sur ce sujet, « *nous sommes davantage dans une politique de dissuasion* », explique le préfet, qui souligne le rôle combiné des satellites, des navires militaires et des signalements en mer par les pêcheurs, « *ces sentinelles de la mer* ».

Le canal du Mozambique est devenu aujourd'hui une route maritime stratégique majeure, par laquelle transitent 30% des hydrocarbures mondiaux. À travers les TAAF et la protection de l'environnement, la France affirme sa souveraineté et sa légitimité à porter une voix singulière – et même européenne – dans l'espace indopacifique.

COOPÉRATION SCIENTIFIQUE AVEC L'AFRIQUE DU SUD

Le premier semestre 2026 a été marqué par le lancement du programme scientifique MARIO. L'un des objectifs de ce projet, mené avec des partenaires sud-africains, est de mieux connaître les écosystèmes marins entre Crozet et les îles Marion et Prince-Édouard. Les recherches porteront sur l'impact des activités humaines et les futurs outils de gestion des espaces de haute mer couverts par le traité international BBNJ (Biodiversity Beyond National Jurisdiction), destiné à renforcer la protection de la biodiversité au-delà des juridictions nationales.

ENGAGEMENT HUMAIN AU CHEVET DE TERRITOIRES FRAGILES

S'il devait résumer son expérience des TAAF en deux mots, le préfet choisirait « fragilité » pour qualifier les écosystèmes et « humain » au sujet des équipes rencontrées. « *Faire fonctionner des bases isolées avec des femmes et des hommes venus d'horizons et d'âges différents, c'est un vrai tour de force en mission isolée, qui requiert de la solidité* ».

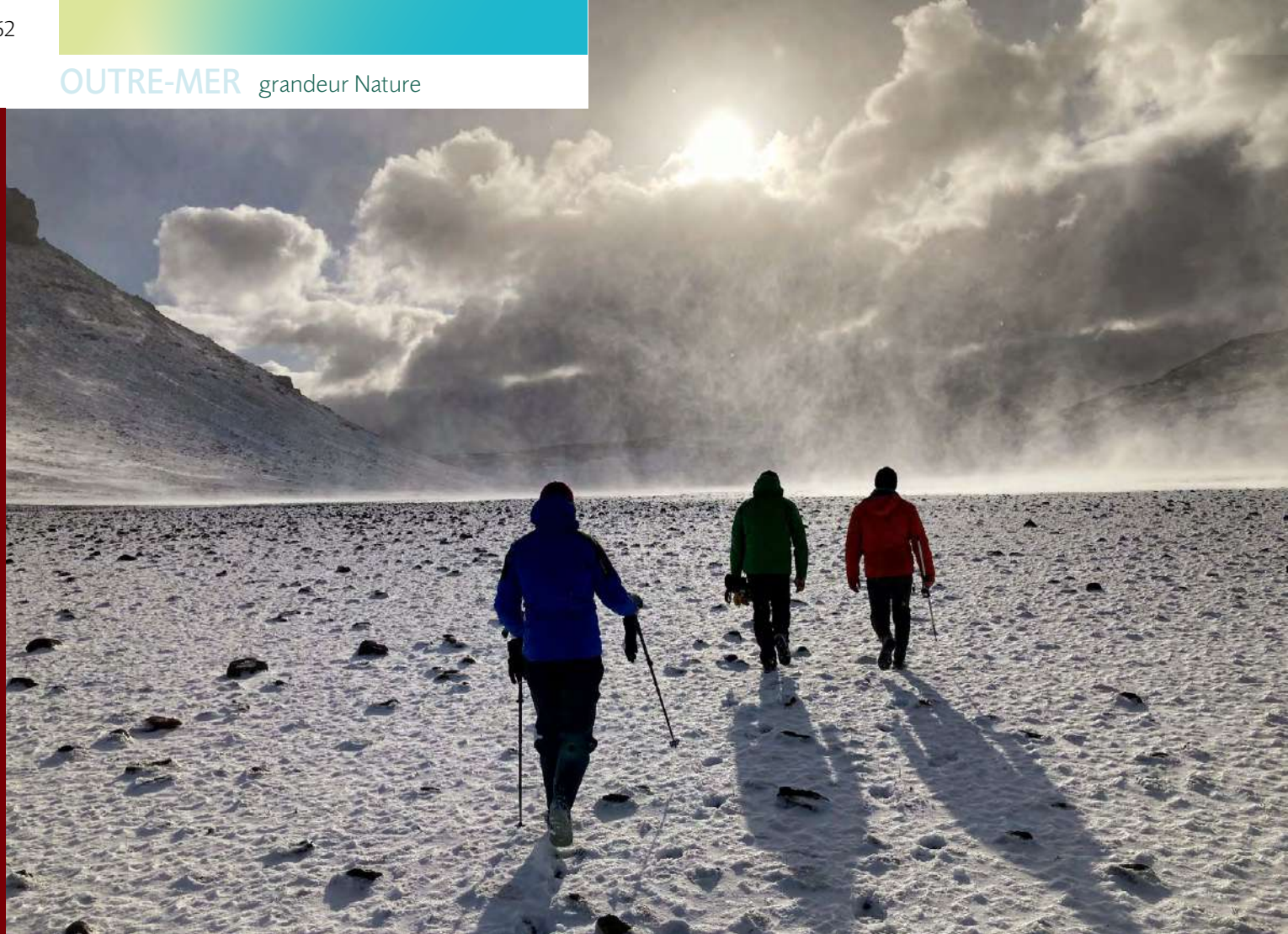
DES ESPACES ENCORE MÉCONNUS

Enfin, si les TAAF gagnent en notoriété auprès du public français, leur rôle stratégique et scientifique demeure encore peu connu à l'international. En avril dernier, le préfet a participé au forum entre l'Union européenne et les Pays et territoires d'outre-mer afin de porter auprès des institutions européennes les enjeux liés à ces territoires. Les TAAF accueillent pourtant des dispositifs scientifiques majeurs, comme le système de positionnement par satellites Galileo, le suivi de la qualité de l'air, la détection de radio-nucléides en cas d'essai nucléaire ou encore le système d'alerte aux tsunamis. Un travail de mise à jour de la cartographie des îles Éparses, mené avec l'IGN, contribuera également à renforcer leur visibilité. Pour que les TAAF ne rayonnent plus seulement dans le monde à travers la philatélie... mais aussi par la science et la géostratégie !

Rédaction et interview : Delphine Ciolek



Le préfet s'est déplacé à la 21^e édition du forum entre l'Union européenne et les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) – dont font partie les TAAF – à Aruba, île néerlandaise de la mer des Caraïbes. © Roney Lopez | Le drapeau français hissé en terre Adélie. © Éric Morbo





Les équipes « infra », chargées des travaux d'infrastructure, se relaient pour entretenir les installations des bases, comme ici à Port-aux-Français, la base de Kerguelen. En arrière-plan, le *Marion Dufresne*, navire ravitailleur et océanographique des TAAF. © Éric Morbo



Équipe d'une campagne en mer réalisée sur *L'Osiris II* en février, dans le cadre du programme MARIO. Voir [ICI](#) l'article de l'AFD paru dans OMGN31. © Mélanie Perret | Le projet FLORANOVA vise à restaurer la flore et les habitats lagunaires de Juan de Nova. © Pauline Passicot

POLYNÉSIE FRANÇAISE

JASON MAN : « *LES ÎLES
POLYNÉSIENNES SONT
VICTIMES DE L'INJUSTICE
CLIMATIQUE* »

FONDÉE EN 2022 POUR « COMMUNIQUER SUR L'URGENCE ÉCOLOGIQUE ET AGIR EN CONSÉQUENCE », L'ASSOCIATION TE MANA O TE UMARA – OU TE MOTU – A PUBLIÉ EN MARS, AVEC LE SOUTIEN DE LA DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE, UN LIVRET NUMÉRIQUE BAPTISÉ « CHANGEMENT CLIMATIQUE AU FENUA ». SON PRÉSIDENT, JASON MAN, SE VEUT COMBATIF.



INTERVIEW

JASON MAN, MILITANT ÉCOLOGISTE
ET PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION
TE MANA O TE UMARA (TE MOTU)
BASÉE SUR L'ÎLE DE TAHITI

- **Ce livret appelle à la mobilisation. Que peut faire concrètement un citoyen polynésien ?**

- Il y a des raisons de paniquer, mais il ne faut pas oublier aussi que nous avons des marges d'action. Non, il n'est pas trop tard comme le pensent certains. Il y aura toujours des actions de sauvegarde à mener.

Il faut expliquer que les dangers sont graves et imminents, mais aussi rappeler la puissance de la mobilisation populaire. Nous avons développé un volet sur les gestes écocitoyens au quotidien : consommer moins, voire plus du tout de viande, surtout importée, favoriser le secteur primaire en circuits courts, agir sur les économies d'électricité, etc.

- **Les îles du Pacifique sont davantage victimes du dérèglement climatique qu'elles n'en ont été la cause, comment réparer cette « injustice climatique » que tu dénonces ?**



Certains motu (îlots), comme ici celui de l'atoll de Tetiaroa à 80 kilomètres de Tahiti, disparaissent littéralement lorsqu'ils sont frappés par une marée de tempête cyclonique. © Damien Grivois | Ci-dessus : couverture du livret « Changement climatique au fenua ».

+ d'info ici : [Découvrir le livret de Te MOTU](#)

- Cette réalité concerne le Pacifique insulaire mais aussi plus généralement le « sud global ». Les îles sont extrêmement vulnérables, notamment face à la montée des eaux. L'enjeu pour nous, c'est vraiment l'habitabilité de nos îles, on risque de tout perdre. Nombre de pays du Pacifique ont décidé, non plus de sermonner leurs propres populations, mais de consacrer leur énergie à développer un plaidoyer au niveau international, porter le message auprès des Nations unies, des États-Unis, de la Chine, de l'Europe... Il faut surtout développer des leviers pour contraindre les pays les plus pollueurs à agir.

- **Comment se traduit le dérèglement climatique pour Tahiti et ses îles ?**

- Si les projections globales ne permettent pas d'anticiper l'évolution du climat pour les îles, les scientifiques évoquent une diminution probable du nombre de cyclones, mais une intensité accrue.

Une baisse des précipitations annuelles, combinée à une répartition temporelle moins homogène, est également redoutée en Polynésie française. C'est une tendance déjà constatée : davantage de sécheresses et une augmentation des inondations liées à des épisodes pluvieux plus marqués.

- **La survie du corail est-elle un combat que l'on peut encore gagner ?**

- D'après le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, nous sommes déjà sur une trajectoire de +1,5 °C, ce qui signifie une perte de 70% des coraux alors qu'on en a déjà perdu la moitié. À +2 °C, c'est l'ensemble du corail qui va y passer...

Le GIEC envisage des trajectoires à +3 °C et +4 °C ! Ce sont des écosystèmes entiers qui vont disparaître. Je me souviens, étant enfant, des lagons de Tahiti et Moorea qui ont beaucoup changé depuis...



« Au fenua, une élévation moyenne de + 1,1 °C a été mesurée depuis le milieu du XX^e siècle. Les îles de la Société sont les plus affectées, avec une hausse de 1,55 °C. » [extrait du livret] © S. Roux et G. Duez

LA MONTÉE DU NIVEAU DE L'OcéAN : UN DÉFI MAJEUR

La montée des eaux est une problématique centrale pour le fenua, qui compte 118 îles, dont 84 atolls très vulnérables ayant une altitude moyenne d'un à trois mètres. D'après les données satellitaires¹, à Tahiti, le niveau de la mer augmente actuellement de 2,9 mm chaque année, contre 1 mm par an à Mangareva, dans l'archipel isolé des Gambier. Avec un réchauffement de 1,5°C à 2°C, 80% des coraux risquent de disparaître. Ce chiffre atteint 99% si le réchauffement dépasse les 2°C. Selon l'IFRECOR, les surfaces récifo-lagonaires couvrent environ 15 000 km² en Polynésie française, où les récifs jouent un rôle crucial : protection côtière, réserve de biodiversité, source alimentaire cruciale pour la pêche artisanale et la sécurité alimentaire des îles. Or, les vagues de chaleur destructrices pour les coraux augmentent en fréquence, en durée et en intensité.

¹ Topex/Poseidon, Jason-1, Jason-2.



En Polynésie française, la survie des écosystèmes coralliens est menacée à très court terme par le réchauffement climatique. © Damien Grivois



© Soizic Roux et Guillaume Duez

LES MILIEUX TERRESTRES TRINQUENT AUSSI

D'après le livret de Te MOTU, en Polynésie française, le changement climatique va entraîner un déplacement en altitude des espèces de 220 mètres d'ici 2050 et de 490 mètres d'ici 2100, afin qu'elles puissent retrouver des conditions similaires à celles dans lesquelles elles vivaient auparavant. Les zones littorales, humides et les forêts basses sont particulièrement menacées. Mais une régression des zones orophiles – ou montagneuses – est également attendue, avec une baisse annoncée de 14 000 hectares aujourd'hui à seulement 1 500 hectares en 2100. Le dérèglement climatique favorise enfin une extinction locale de nombreuses espèces endémiques, notamment parmi celles à faible diversité génétique.



En haut : sur les côtes nord et est de Tahiti, les autorités renforcent la protection de la voirie exposée aux vents et à la houle dominante. | Ci-dessus : le changement climatique n'épargne aucune île. Ici, l'île haute de Nuku Hiva dans l'archipel des Marquises. © Damien Grivois

LE PROJET SWAP2 : S'ENGAGER POUR UNE GESTION DURABLE DES DÉCHETS EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

LANCÉ EN 2020, LE PROJET SWAP – SUSTAINABLE WASTE ACTIONS IN THE PACIFIC – VISE À IMPULSER UNE GESTION DURABLE DES DÉCHETS DANS PLUSIEURS ÉTATS ET TERRITOIRES INSULAIRES OCÉANIENS¹. APRÈS UNE PREMIÈRE PHASE CONCLUANTE QUI S'EST ACHEVÉE EN 2024, LA SUITE CONCERNE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET NOTAMMENT MOOREA, OÙ UNE RESSOURCERIE DOIT VOIR LE JOUR.

Le Pacifique est composé d'une multitude d'écosystèmes riches en biodiversité, considérés comme des « biens publics mondiaux ». Mais ils sont fragiles et menacés. La croissance des populations, de la fréquentation touristique et des importations entraîne une augmentation du volume de déchets. En raison de leur étendue et de leur isolement, les États et territoires insulaires océaniques sont confrontés à des défis spécifiques en matière de gestion des déchets.

IMPULSER UNE DYNAMIQUE

C'est dans ce contexte qu'est né le projet Sustainable Waste Actions in the Pacific (SWAP), financé par l'AFD et conçu pour aider les communautés à repenser les déchets en ayant recours à des solutions d'économie circulaire. Ce projet vise, grâce à une gestion appropriée des déchets, à renforcer les capacités techniques, financières et de gouvernance des acteurs, à encourager les bonnes pratiques, à préserver les milieux naturels par la construction d'infrastructures adaptées et à favoriser le partage d'expériences. En Polynésie française, la construction d'une ressourcerie – lieu de collecte, de réemploi et de revente d'objets usagers ou d'occasion – sur l'île de Moorea a ainsi été retenue.

UN PROGRAMME EN DEUX VOLETS

Le premier volet du SWAP s'est déroulé sur quatre ans, entre 2020 et 2024. Une subvention de 3 millions d'euros a été attribuée par l'AFD. Le deuxième volet, déployé de 2024 à 2028, est soutenu à hauteur de 4,3 millions d'euros. Pour maintenir le bon état des écosystèmes du Pacifique, le Programme régional océanique pour l'environnement (PROE) apporte un appui technique pour encourager une gestion efficiente et durable des déchets.



Ci-dessus : opération de nettoyage de la plage de Punaauia, proche de Papeete, suivie d'une réunion de tri des déchets. | ¹ Il s'agit d'un projet à forte dimension de coopération régionale, qui réunit sept États étrangers, ainsi que deux territoires ultramarins français, dont la Polynésie française.



INTERVIEW CROISÉE

HEINUI TEPAHAUAITAIPARI, CHEF DE PROJET GESTION DES DÉCHETS À LA DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE (DIREN), ET **WATSON POROI**, RESPONSABLE DU SERVICE DE GESTION ET VALORISATION DES DÉCHETS DE MOOREA-MAIAO

- En quoi la ressourcerie de Moorea répond-elle aux enjeux et objectifs du projet SWAP2 ?

Heinui Tepahauaitaipari - Un appel à manifestation d'intérêt (AMI) a été lancé en mai 2025. Le projet de ressourcerie de Moorea s'est alors démarqué car il reposait sur des bases solides, avec un exploitant et un référent identifiés. De plus, ce projet s'inscrit parfaitement dans notre Schéma territorial de prévention et de gestion des déchets, qui prévoit l'ouverture de 20 ressourceries d'ici 2030.

Il s'agit d'un outil concret qui, nous l'espérons, entraînera une réaction en chaîne, permettra de prendre du recul et de nourrir des réflexions à différents niveaux. Ce projet de ressourcerie à Moorea doit contribuer à changer les regards, à interroger nos modes de consommation, à sensibiliser, au-delà de la réduction du volume des déchets, en remontant jusqu'à la décision d'achat.

Watson Poroi - Le projet était déjà une priorité pour la commune de Moorea avant le lancement de l'AMI. Il était donc bien avancé. Nous sommes actuellement en phase de rédaction et envisageons une mise en fonctionnement en 2028. Tous les déchets de l'île, soit environ 5 000 tonnes par an, sont transportés jusqu'à Tahiti. La ressourcerie doit nous donner la possibilité de réduire ce gisement. Elle sera idéalement située en amont de la déchetterie et s'intéressera en priorité aux déchets d'équipements électriques et électroniques, ainsi qu'aux meubles potentiellement réparables.

- Dans quelle mesure ce projet aura-t-il des effets concrets sur le quotidien des habitants ?

Heinui Tepahauaitaipari - Au-delà de la réduction des déchets et des changements de mentalité attendus, ce projet aura aussi pour effet de créer une économie locale et de favoriser le réemploi. La commune de Moorea-Maiao travaille déjà avec une association œuvrant dans le domaine de l'insertion. Une partie de la population, inactive et éloignée des bassins d'emploi, pourrait trouver du travail grâce au projet de Moorea en particulier, et aux ressourceries en général.

Watson Poroi - Les impacts environnementaux seront évidents. Nous espérons détourner 100 tonnes de déchets par an du gisement global, réduisant ainsi d'autant le budget communal de traitement. Cela peut paraître symbolique, mais il y aura aussi un volet insertion et une forte dimension sociale, car nous envisageons de redistribuer des objets réparés à des familles se trouvant dans le besoin. C'est un projet global, amené à évoluer dans le temps selon les flux.



Ci-dessus : le lancement officiel, le 7 mai 2026, du projet de ressourcerie à Moorea-Maiao, qui accueillera dans un hangar aménagé les différents ateliers de réparation et le stockage des encombrants. | Julie Pillet, chargée du projet SWAP2 au PROE, dispense une formation dans la vallée de la Punaru'u.

NOUVELLE-CALÉDONIE

TRANSITION ALIMENTAIRE : « IL FAUT RÉCONCILIER LA TERRE ET L'ASSIETTE »



« Cooking class » intergénérationnel au lycée Dick Ukeiwé de Dumbéa, accueillant des élèves de l'école Hélène Chaniel © Pacific Food Lab

FACE À UNE DÉPENDANCE ALIMENTAIRE MASSIVE AUX IMPORTATIONS, GÉRALDINE MOHR DÉFEND UNE AUTRE VOIE POUR LA NOUVELLE-CALÉDONIE : PRODUIRE LOCALEMENT, MIEUX MANGER ET ÉDUCER DÈS L'ENFANCE AUX PRODUITS DU PAYS. À TRAVERS LES ACTIONS DE PACIFIC FOOD LAB ET D'AGIR NC, ELLE PLAIDE POUR UNE TRANSITION FONDÉE SUR L'AGROFORESTERIE, LES CIRCUITS COURTS ET LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE.



INTERVIEW

GÉRALDINE MOHR, PRÉSIDENTE D'AGIR NC ET CHEFFE DE PROJET POUR PACIFIC FOOD LAB NC, CLUSTER DE L'ALIMENTATION DURABLE

- **Pourriez-vous vous présenter et nous expliquer votre parcours ?**

- Mon parcours est relativement atypique, je l'assume volontiers. Tout a commencé par une formation en management hôtelier – a priori loin de là où je me trouve aujourd'hui – mais c'est la vie qui a tracé la route : les

voyages, la gastronomie, et une évolution profonde de mes valeurs. Arrivée en Nouvelle-Calédonie il y a 20 ans, je me suis lancée dans le métier de traiteur il y a 12 ans, sous l'enseigne Gourmandine. Depuis, mon engagement s'est élargi : je préside aujourd'hui Agir NC – Agroforestiers engagés pour des initiatives de résilience – et je pilote un projet d'éducation alimentaire au sein du cluster Pacific Food Lab. En parallèle, je pratique l'agroforesterie syntropique depuis six ans.

- **Quels sont les enjeux de la transition alimentaire pour la Nouvelle-Calédonie ?**

- La question est d'abord celle de l'autonomie et de la souveraineté. La Nouvelle-Calédonie reste massivement dépendante des importations, avec une autonomie alimentaire estimée entre 15 et 20% selon les filières – un chiffre qui révèle une fragilité structurelle face aux tensions économiques, aux ruptures logistiques ou aux crises sociales. Les émeutes de mai 2024 en ont été un révélateur brutal : une grande partie de notre alimentation transite par le port autonome de Nouméa et dépend des flux maritimes internationaux. Quand ces flux sont perturbés, c'est toute la chaîne alimentaire de l'archipel qui vacille.

La réalité est nuancée selon les filières. Les fruits et légumes, les œufs, la crevette ou le squash affichent des niveaux de production locale assez satisfaisants. Les filières issues de céréales ou de légumineuses



Fiches recettes proposées aux enfants dans le cadre du projet « Bien Manger pour Mieux Apprendre ». © Pacific Food Lab

sont pour ainsi dire inexistantes alors que nous en sommes de grands consommateurs. La dépendance à l'extérieur est donc quasi totale.

Il y a aussi une dimension culturelle et comportementale. On s'est habitués à intégrer les produits importés dans notre culture culinaire. Même aux îles, les populations possédant de la terre achètent des produits ultratransformés en magasin. C'est un paradoxe difficile à ignorer.

La transition alimentaire est avant tout une question de résilience : se préparer aux chocs à venir, qu'ils soient agroécologiques, sociaux ou politiques. Elle dépasse largement le contenu de nos assiettes – elle touche à notre capacité collective à produire localement et à préserver des savoir-faire agricoles ancrés dans le territoire.

• Que mettez-vous en place pour modifier les façons de consommer des Calédoniens ?

- Transitionner prend du temps et c'est là toute l'urgence. Changer les habitudes de consommation, c'est changer les mentalités et les modèles économiques en même temps. Ma conviction, c'est que tout cela forme un cercle vertueux : réconcilier ce qui sort de la terre avec ce que l'on a envie de mettre dans l'assiette.

Tout commence dans les sols. L'agroforesterie syn- tropique s'inspire du fonctionnement de la forêt : on plante des consortiums de végétaux, on crée de la biomasse, on régénère des terres fertiles sans aucun intrant chimique. Résultat : des produits d'une qualité nutritive optimale, cueillis à maturité. Mais une offre de qualité ne suffit pas si la demande n'est pas au rendez-vous.

C'est là qu'intervient le projet « Bien Manger pour Mieux Apprendre ». L'idée : travailler en amont sur le plaisir et les sens pour vaincre la néophobie alimentaire – ce rejet instinctif de ce qui est inconnu. En mettant les enfants

en contact précoce avec ces aliments, on fabrique les consom'acteurs de demain. Et un enfant qui mange sain, avec des produits mûrs sur pied, est aussi un enfant dans de meilleures conditions pour apprendre.

Une fois les goûts éveillés, encore faut-il que l'assiette suive dans les établissements scolaires. C'est le rôle de « La Belle Cantine » : une rallonge budgétaire de 40 francs par repas permet au chef de délaissier le cabillaud surgelé pour s'approvisionner en mahi-mahi ou en bananes poingo directement auprès des pêcheurs et producteurs locaux. Un modèle gagnant-gagnant : le chef monte en gamme, l'agriculteur sécurise son marché.

Enfin, le volet « Mange bien, jette moins » vient clore le dispositif. En analysant et pesant les restes alimentaires, on ajuste les recettes selon ce qui finit réellement dans les assiettes et non à la poubelle. Une façon de s'assurer que l'investissement dans le local est pleinement valorisé.

• Qu'est-ce qui freine aujourd'hui ce mouvement ?

- Le vrai frein, c'est le manque de vision politique et les soutiens financiers qui ne sont pas toujours cohérents avec les objectifs à atteindre. Des sommes considérables continuent d'être injectées dans des études redondantes ou dans des modèles agricoles industriels qui restent entièrement tributaires de l'extérieur : semences, engrais, pesticides. Pendant ce temps, les structures qui portent réellement la transition – comme Pacific Food Lab et Agir NC – avancent comme elles peuvent. Nous sommes un peu des colibris sur un front de guerre. Nous assumons seuls des missions de souveraineté alimentaire qui devraient être portées à l'échelle du pays tout entier. Depuis les émeutes de mai 2024, nous avons frôlé la fermeture à plusieurs reprises, faute de subventions suffisantes pour maintenir nos équipes sur le terrain. Ce qui épuise, ce n'est pas le travail, c'est le reste. Le temps perdu à prouver notre légitimité, alors que cette énergie devrait bénéficier à nos missions.

• Quel serait votre mot de la fin pour nos lecteurs ?

- Chacun d'entre nous détient un pouvoir politique, celui de ses choix de consommation. Consommer, c'est voter. Acheter local, c'est poser un acte concret en faveur de la transition alimentaire de notre pays.

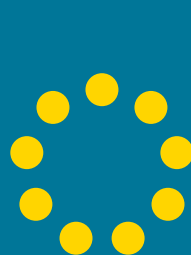
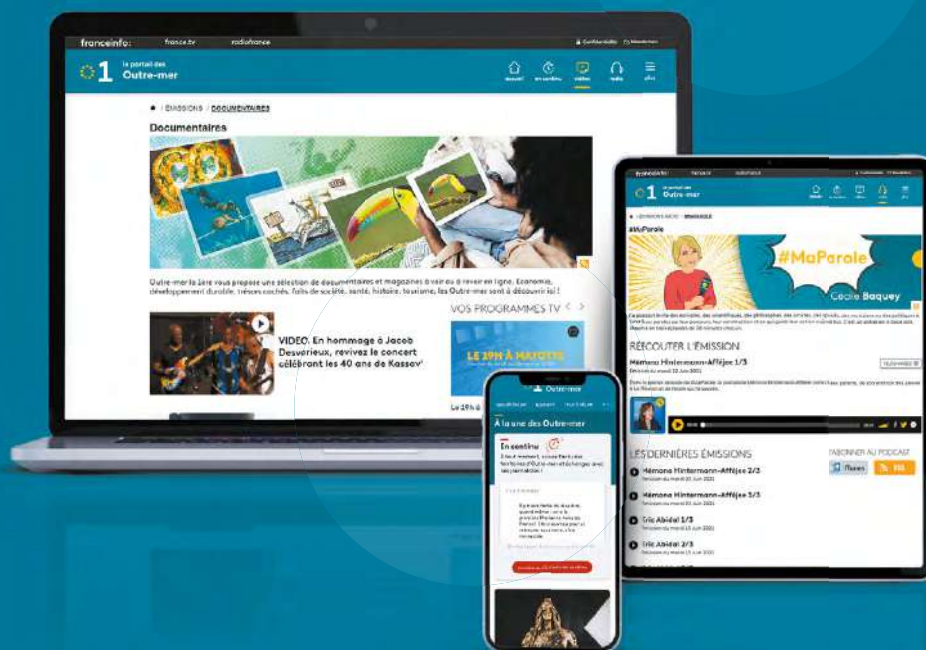


En haut de page : ligne plantée d'arbres destinés à protéger les cultures du soleil, au sein de l'exploitation de Mickael Sansoni, maraîcher spécialisé dans l'agriculture syntropique à Dumbéa. © Agir NC | Ci-dessus : équipe de cuisine de la DDEC à Bourail. © Pacific Food Lab



En haut de page : cantine de l'internat provincial de La Foa, sur la côte ouest de l'île, qui accueille chaque année près de 160 élèves. | Ci-dessus : séance d'éducation au goût favorisant le développement de comportements alimentaires favorables à la santé. © Pacific Food Lab

Pour tout savoir sur les Outre-mer 24h/24 Rendez-vous sur la1ere.fr



1

Le portail des Outre-mer

Guadeloupe • Guyane • Martinique • Saint-Pierre-et-Miquelon • La Réunion •
Mayotte • Nouvelle-Calédonie • Polynésie française • Wallis-et-Futuna

france•tv

C PAS SI LOIN

C PAS
SI LOIN

"OPÉRATION FORÊTS"

FORÊTS DES OUTRE-MER : LE GRAND INVENTAIRE

UN IMMENSE INVENTAIRE DES FORÊTS DES OUTRE-MER A DÉBUTÉ, UNE OPÉRATION INÉDITE, AMBITIEUSE ET NÉCESSAIRE, À L'HEURE DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE. CE SONT PRÈS DE HUIT MILLIONS D'HECTARES DE FORÊTS TROPICALES QUI VONT ÊTRE RÉPERTORIÉS DANS LES OUTRE-MER.

La forêt française est de plus en plus vaste, elle continue de s'étendre, avec 17,6 millions d'hectares en 2024, soit 900 000 hectares de plus en l'espace de 10 ans. Dans le même temps, la mortalité des arbres a plus que doublé (+125%). L'épicéa, le frêne et le châtaignier sont particulièrement touchés, victimes entre autres de la sécheresse et des incendies. Une santé donc fragile et il ne s'agit que des forêts de l'Hexagone où des inventaires existent depuis 1958. Curieusement, il n'y a pas d'études pour les outre-mer, où 97% des forêts se trouvent en Guyane. Mais les choses sont en train de changer, avec le début d'un gigantesque inventaire forestier.

MIEUX CONNAÎTRE LES FORÊTS ULTRAMARINES

« En France, les forêts primaires n'existent que dans les outre-mer », rappelle Jean Prevost, chargé d'animation technique à l'Office national des forêts (ONF) qui travaille dans la forêt de Bélouve à La Réunion sur une « placette », soit une surface d'échantillonnage

représentative d'une portion de forêt, un outil indispensable pour établir l'inventaire de cette très belle forêt primaire. « L'intérêt de faire l'inventaire d'une forêt est d'observer son état de santé, mais aussi la quantité de carbone stockée, pour voir si la France respecte ses engagements. On fera plus tard des inventaires sur les mêmes sites, pour connaître l'évolution de cette forêt. On mesure le diamètre des arbres, leur hauteur, mais aussi leur état de santé, à travers deux paramètres : on regarde s'il leur manque des branches, et si des branches sont mortes ou manquent de feuilles. On réalise cet inventaire pour tous les arbres qui dominent la canopée et on mesure également, dans un rayon de plusieurs mètres, toute la régénération naturelle, c'est-à-dire l'avenir de la forêt. »

Un inventaire sur le terrain ne suffit pas, il faut aussi une vue aérienne et l'aide de la technologie. Le Lidar, appareil de télédétection, va permettre de cartographier la forêt en 3D avec une précision exceptionnelle. L'avion quadricoptère le territoire en respectant un plan de vol précis...

+ d'info ici : **Regarder l'émission complète**

WALLIS- ET-FUTUNA

UN PATRIMOINE NATUREL RÉSILIENT, MAIS SOUMIS À PLUSIEURS PRESSIONS

LES ÎLES DE WALLIS-ET-FUTUNA HÉBERGENT UN PATRIMOINE NATUREL D'UNE GRANDE RICHESSE ET QU'IL CONVIENT DE PRÉSERVER AU MIEUX, MÊME S'IL TÉMOIGNE D'UNE IMPORTANTE RÉSILIENCE ÉCOLOGIQUE. RENCONTRE AVEC LE SERVICE TERRITORIAL DE L'ENVIRONNEMENT (STE), DONT L'ÉQUIPE S'ATTELE À SAUVEGARDER ET RESTAURER LA BIODIVERSITÉ DU TERRITOIRE.

Le territoire de Wallis-et-Futuna se situe au cœur du Pacifique sud, à près de 250 kilomètres des îles Fidji et Samoa, entre la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française. Deux ensembles distincts le composent, séparés de 230 kilomètres : les îles Wallis – dont l'île centrale d'Uvéea – et l'archipel de Horn qui comprend Futuna et Alofi. Ces îles et îlots s'étendent sur un total de 142 km², tandis que la zone économique exclusive (ZEE) qui les entoure compte, elle, 262 563 km².

LES ENJEUX DE PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ MARINE

Coraux, mangroves, herbiers abritent dans ces îles une biodiversité riche et précieuse. Cette connaissance a fait l'objet de nombreuses attentions ces dernières années, notamment grâce à l'Initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR). Les données disponibles restent incomplètes mais, depuis 1999, la connaissance de la faune et de la flore marines a été significativement améliorée sur l'île de Wallis en particulier. Une évaluation de la valeur économique des services rendus par les récifs coralliens et écosystèmes associés (RCEA) du territoire a été conduite en 2015 par l'IFRECOR. Il est ressorti de ces travaux que les RCEA produisaient chaque année environ 18 millions d'euros de services rendus, dont les deux tiers en ce qui concerne la protection contre les inondations côtières.



Entretien d'un site de restauration de mangrove sur l'île d'Uvéea. © STE

« Au total, ce sont plus de 4000 ménages, environ une trentaine de sociétés et plusieurs centaines d'emplois qui dépendent à différents degrés des services écosystémiques des récifs coralliens et écosystèmes associés de Wallis-et-Futuna », estimait l'étude.

LES MENACES PESANT SUR LES MILIEUX

Lucie Reinwalt, chargée de projets biodiversité au Service Territorial de l'Environnement (STE), constate : *« Bien que menacée par de nombreuses pressions, la biodiversité fait preuve d'une certaine résilience et capacité de régénération de manière générale. »* Côté mer, les récifs coralliens, herbiers marins et mangroves souffrent de pressions issues des bassins versants, de pressions liées au changement climatique ou encore liées à l'utilisation des ressources. Ces perturbations provenant des bassins versants, particulièrement préoccupantes pour le lagon d'Uvéea et le récif frangeant de Futuna, sont liées aux *« systèmes d'assainissement défectueux, à la gestion des eaux de pluie, à la mise à nu des sols – terrassements, aménagements, cochons ensauvagés... – et aux déchets et leur gestion »*. Autre menace, les épisodes de canicules marines rendent les écosystèmes marins vulnérables, tandis que la montée des eaux et l'érosion affectent par exemple les populations de tortues de mer, vertes et imbriquées, venant pondre sur les plages.



Sortie en mer pour cette équipe travaillant sur la cartographie des herbiers marins du lagon de Wallis, qui s'étendent sur 24 km². © STE

UNE FRAGILE BIODIVERSITÉ TERRESTRE

En milieu insulaire, les espèces exotiques envahissantes sont la principale cause du déclin de la biodiversité, comme l'illustrent ici « *la liane du diable, les rats et les cochons ensauvagés* », précise Lucie Reinwalt, ajoutant que « *l'avifaune terrestre est mise en péril le chat, le chien, ou le bulbul à ventre rouge* ». Et de poursuivre : « *La gestion durable des ressources et les bonnes pratiques ne sont pour le moment pas intégrées dans les pratiques quotidiennes.* »

Des actions sont en cours pour préserver cette biodiversité, à l'image du projet « PIGS » de l'Initiative Kiwa, portant sur la gestion des cochons ensauvagés (*Sus scrofa*), qui menacent la faune et la flore endémiques. « PIGS » se découpe en deux phases avec, dans un premier temps, l'étude de l'abondance, de la répartition, du comportement et des impacts des porcins pour élaborer un protocole de contrôle adapté et efficace. La seconde phase s'intéressera à la mise en œuvre de ce protocole et au travail sur les bonnes pratiques d'élevage. Parmi les autres actualités, dans le cadre du programme Pacific Ecosystem-based Adaptation to Climate Change (PEBACC+), également financé par l'Initiative Kiwa, un projet de restauration des zones humides a été lancé pour renforcer la résilience face aux effets du changement climatique, avec le soutien du STE et des populations locales. Enfin, des projets à l'état d'étude visent la sauvegarde des milieux et de certaines espèces : suivi des pontes de tortues marines, surveillance des récifs, étude pilote sur le retrait de macroalgues et une possible recolonisation du lagon par les coraux, cartographie des herbiers marins en tant qu'outil d'une meilleure gestion... Autant de sujets à suivre dans OUTRE-MER grandeur Nature.

Rédaction et interview : Delphine Barraïs

LE STE DE WALLIS-ET-FUTUNA, UN ACTEUR CENTRAL

Créé en 1997, le Service Territorial de l'Environnement de Wallis-et-Futuna est l'administration publique chargée, en accord avec les autorités, de définir et mettre en œuvre de façon opérationnelle les politiques environnementales du territoire. Il agit dans ces différents domaines :

- la préservation de l'eau et de sa qualité ;
- la protection de la biodiversité ;
- la lutte contre les espèces exotiques envahissantes, animales et végétales ;
- la maîtrise de l'énergie et la transition verte ;
- la lutte contre la pollution des déchets et le développement de l'économie circulaire ;
- l'adaptation au changement climatique.

Le Service Territorial de l'Environnement répond aux orientations nationales et régionales en fonction des priorités locales, afin de préserver et de valoriser au mieux son patrimoine naturel, en concertation avec les autorités et acteurs locaux impliqués dans les thématiques précitées.

Concrètement, le STE met en œuvre les plans d'actions définis dans chacun de ces domaines. Son équipe anime, coordonne et exploite les études, recherches, conférences et travaux menés localement pour l'environnement. De plus, le territoire de Wallis-et-Futuna s'étant doté d'une stratégie d'adaptation au changement climatique (2017-2030), le STE développe également ses compétences dans ce domaine. Le service compte actuellement 28 agents, dont 19 à Wallis et 9 à Futuna.

CLIPPERTON

L'ÎLE EMBLÈME DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ACTUELS



ENTRE 2001 ET 2023, STÉPHANE DUGAST A PARTICIPÉ À QUATRE EXPÉDITIONS SUR L'ATOLL FRANÇAIS AU LARGE DES CÔTES MEXICAINES. FASCINÉ PAR CE CONFETTI DE LA RÉPUBLIQUE, LE JOURNALISTE ET RÉALISATEUR N'A EU DE CESSER DE RACONTER SON HISTOIRE MOUVEMENTÉE. DANS *ATOLL CIRCUS* PARU EN AVRIL 2026 AUX ÉDITIONS DU TRÉSOR, IL SOUHAITE AUSSI LANCER DES ALERTES. ENTRETIEN...



INTERVIEW

STÉPHANE DUGAST, AUTEUR, REPORTER, RÉALISATEUR ET CONFÉRENCIER

- **Des explorateurs, pirates, militaires mexicains oubliés, un roi fou, des pêcheurs au gros mais aussi des narcotrafiquants... Clipperton a beau être inhabité, son histoire est truffée de rebondissements historiques depuis sa découverte en 1711 ! Comment vous y êtes-vous intéressé ?**

- En 2001, j'étais le premier journaliste civil de la rédaction du magazine *Cols Bleus*. Après un embarquement insatisfaisant à bord du *Charles-de-Gaulle*, une opportunité en or s'est présentée à moi : une mission à Clipperton au départ de Panama City, escale mythique et rare au sein de la Marine. Enfant, j'étais captivé par les récits d'aventure, Jules Verne, Joseph Kessel, etc. Une île isolée, des oiseaux marins, des crabes, des dauphins... Clipperton était mon île aux trésors ! En 2001, il y avait encore une population de crabes estimée à 1,5 million d'individus. Ce fut une mission courte de 48 heures, le temps de repérer la stèle et de vivre une cérémonie de lever des couleurs avec le drapeau tricolore qui flotte sur l'atoll.

- **Qu'observez-vous lors d'une nouvelle mission deux ans plus tard ?**

- En 2003, je réalise un film documentaire pour le magazine de la mer Thalassa, consacré aux repérages qu'effectue le navigateur Jean-Louis Étienne pour son projet de film. Tout comme Paul-Émile Victor, cet explorateur est quelque part un père spirituel pour moi, puisque je suis également passionné par les mondes polaires, le Groenland, les Terres australes et antarctiques françaises... Sur Clipperton, il y avait déjà un peu moins de crabes, mais également moins de requins et de murènes. Nous avons délogé un Américain qui séjournait depuis plus de 40 jours sur l'île, ce qui posait problème aux services administratifs français ! Le trait de côte avait beaucoup changé.

À cause des crabes rouges de Clipperton, il y avait très peu de végétation. Il a été établi que les oiseaux pondaient deux œufs et en laissaient toujours un aux crabes. Un bateau de pêche s'est échoué au début des années 2000 et on lui attribue l'origine des premiers rats noirs de l'atoll, qui ont rapidement supplanté les crabes. Des opérations de dératisation ont ensuite été à l'étude tant c'est un fléau, comme sur de nombreuses îles, du Pacifique notamment.

- **Selon vous, la zone économique exclusive de Clipperton est « pillée ». Pourquoi ?**

- D'abord, parce qu'elle n'est surveillée que deux à trois jours tous les deux ans, au mieux, et donc les navires de pêche s'en donnent à cœur joie, s'agissant en plus d'une zone très riche en thonidés.

L'atoll reste un sujet de tension diplomatique avec le Mexique qui revendiquait encore Clipperton en 2003. Des accords de pêche ont été signés en 2007 qui prévoient – sans contrainte – que les navires mexicains doivent juste déclarer ce qu'ils ont pêché dans la zone. Les quantités pêchées sont annoncées comme « raisonnables », sans parler de bateaux de pêche non déclarés qui eux, désactivent leur AIS, le système d'identification automatique de navires...

Clipperton dépendait jusqu'en 2007 du Haut-commissariat de la République à Papeete, mais elle est désormais placée sous l'autorité directe du Gouvernement français, et du ministre des Outre-mer en charge de l'administration de l'île.

Des narcotrafiquants circulent aussi dans la zone, et des ballots de cocaïne se sont déjà échoués sur les plages. La zone économique exclusive de Clipperton abrite par ailleurs des gisements de nodules polymétalliques.

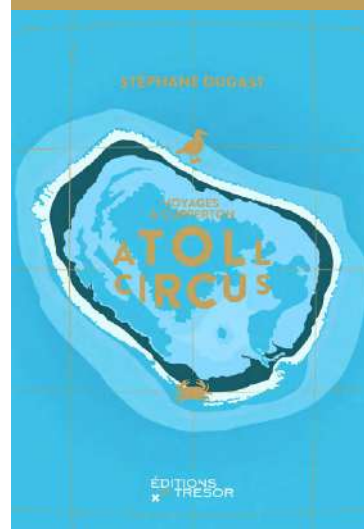
- **Vous êtes retourné à Clipperton en 2015 puis en 2023, où vous dites avoir constaté une augmentation de l'importante pollution marine, en particulier aux plastiques ?**

- Oui, je me suis battu pour retourner sur l'île dont je parle toujours avec trop de passion ! Clipperton est porteuse de messages, et en soi une parabole, c'est une île qui m'a transformé. On y retrouve aussi bien la beauté que la laideur de l'âme humaine. Une très impressionnante quantité de déchets plastiques s'échoue en effet à Clipperton : du matériel de pêche comme des filets, des casiers, etc., mais également des produits de grande consommation venus d'Amérique du Sud ou d'Asie. En 2023, j'ai aussi constaté que le bois de Bougainville, bosquet le plus étendu de l'atoll, ne comptait plus qu'une soixantaine de cocotiers contre 400, 22 ans auparavant. La faute aux cyclones, de plus en plus puissants.

J'aimerais évidemment retourner sur mon île fétiche pour y mener cette fois une aventure artistique et collective. La Passion-Clipperton est une pépite de l'outre-mer qu'il faut protéger, valoriser, et habiter au sens propre comme au sens figuré.

Rédaction et interview : Damien Grivois

DÉCOUVREZ LE LIVRE *ATOLL CIRCUS*



Dans cet ouvrage de 224 pages paru en avril aux Éditions du Trésor, Stéphane Dugast dresse, entre récit initiatique et document historique, un portrait sensible de l'unique possession française du Pacifique Nord : l'atoll de la Passion-Clipperton.



À Clipperton, les crabes herbivores ont été supplantés par les rats, qui menacent également l'avifaune. Des îlots de végétation, formés en particulier de lianes rampantes, sont apparus. © Stéphane Dugast | Carte de l'atoll le plus isolé au monde. © Christian Jost / Wikicommons



Les 11 survivants de Clipperton photographiés sur l'*USS Yorktown* en 1917. Membres d'une garnison mexicaine, ils ont été oubliés sur l'atoll de 1914 au 17 juillet 1917 à la suite de la Révolution mexicaine. © Wikipedia | Crabe rouge de Clipperton. © Stéphane Dugast



Lors de la Seconde Guerre mondiale (cette image date de 1941), les États-Unis ont établi une petite base militaire à Clipperton. © Wiki-commons | Cliché d'une expédition menée par l'armée française sur « l'île de la Passion » dans les années 1960. © Jean-Yves Gaudart



L'E-MAG ULTRAMARIN DE L'ENVIRONNEMENT

SUPPORT D'INFORMATION TRIMESTRIEL GRATUIT ADRESSÉ AUX :

DÉCIDEURS PUBLICS

ACTEURS ULTRAMARINS DE L'ENVIRONNEMENT

ACADÉMIES D'OUTRE-MER

INTERNAUTES VIA DE NOMBREUX SITES WEB ET RÉSEAUX SOCIAUX

PAGE FACEBOOK « E-MAG OUTRE-MER »

Un support proposé par **OcéIndia** aux Éditions Insulae

7 chemin Léona Revest - 97417 La Montagne, île de la Réunion

Stéphanie Castre, directrice de publication | oceindia@icloud.com

Rédaction : Stéphanie Castre, Enzo Dubesset, Mariane Aimar-Godoc, Lucie Labbouz, Sandrine Chopot,
Damien Grivois, Axelle Dorville, Manon Dejean, Delphine Ciolek, Pierre-Yves Fouché, Delphine Barraix, Stéphane Dugast,
Moana Catherine, Naïza Soihiboudine, Mohamed Issouf, Claire Pusineri, Marylène Hoarau, Matthieu Delfault, Louna Monier

Conception graphique : Océindia